



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CÔTES-D'ARMOR

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°22-2020-054

PUBLIÉ LE 24 AVRIL 2020

Sommaire

Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes d'Armor / Service environnement

- 22-2020-04-15-001 - Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relative au plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration de PLEUDIHEN-SUR-RANCE (10 pages) Page 3
- 22-2020-04-20-002 - Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relative au plan d'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF / Leff Armor Communauté (10 pages) Page 14
- 22-2020-04-17-001 - Arrêté préfectoral du 17/4/2020 portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relative au plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration de LANVALLAY. (22 pages) Page 25
- 22-2020-04-20-001 - Arrêté préfectoral du 20/4/2020 portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relative au plan d'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF. (10 pages) Page 48

Etat-major interministériel de la zone de défense et de sécurité Ouest / Secrétariat du chef d'état-major

- 22-2020-04-15-002 - PREF35_EMZ20041510420 (1 page) Page 59

Préfecture des Côtes d'Armor / Direction des libertés publiques

- 22-2020-04-20-003 - arrêté préfectoral portant modification du numéro d'habilitation de la SARL centre funéraire d'armor à Treguier (2 pages) Page 61

Direction départementale des territoires et de la mer des
Côtes d'Armor

22-2020-04-15-001

Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration en
application de l'article L. 214-3 du code de
l'environnement relative au plan d'épandage des boues
issues de la station d'épuration de
PLEUDIHEN-SUR-RANCE

PRÉFET DES CÔTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service
environnement

Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de
l'environnement relative au plan d'épandage des boues
issues de la station d'épuration de
PLEUDIHEN-SUR-RANCE

Dinan Agglomération

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 et suivants, l'article L. 216-3, les articles L. 171-6 à 8 et L. 173-1, les articles R. 211-25 à R. 211-47 et les articles R. 214-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 24 août 2017 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 autorisant le fonctionnement du système d'assainissement de PLEUDIHEN-SUR-RANCE ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables dans le département des Côtes-d'Armor pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Pierre BESSIN, directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Rance - Frémur - Baie de Beausseis approuvé le 9 décembre 2013 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) des bassins côtiers de la région de DOL-DE-BRETAGNE approuvé le 6 octobre 2015 ;

VU les pièces du dossier présenté à l'appui dudit projet ;

VU la demande de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue, le 18 décembre 2019, à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor, présentée par Dinan Agglomération, enregistrée sous le n° D 19/513 boues et relative à l'épandage des boues issues de la station d'épuration de PLEUDIHEN-SUR-RANCE sur les communes de PLEUDIHEN-SUR-RANCE, SAINT-HELEN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE et MINIAC-MORVAN ;

VU l'avis favorable de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine, en date du 4 février 2020, sur le dossier transmis le 14 janvier 2020 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observations du maître d'ouvrage sur le projet d'arrêté que la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor lui a transmis par courrier du 25 février 2020 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté ont pour objectif de faire respecter les orientations du SDAGE Loire-Bretagne et de garantir les intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les communes de PLEUDIHEN-SUR-RANCE, SAINT-HELEN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE et MINIAC-MORVAN sont situées en zone vulnérable au titre de la directive « nitrates » 91/676/CEE du 12 décembre 1991 ;

CONSIDÉRANT que l'épandage des boues de la station d'épuration doit être encadré ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de réglementer les capacités de stockage en fonction des pratiques agronomiques d'épandage, et des effets climatiques annuels ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Objet et bénéficiaire de l'autorisation

Il est donné acte au président de Dinan Agglomération, identifié dans le présent arrêté comme le maître d'ouvrage, de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant l'épandage des boues issues de la station d'épuration de PLEUDIHEN-SUR-RANCE sur les communes de PLEUDIHEN-SUR-RANCE, SAINT-HELEN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE et MINIAC-MORVAN.

Ces travaux relèvent de la rubrique présentée ci-dessous de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

| rubrique de la nomenclature | nature - volume des activités | régime |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 2.1.3.0 / 2° | Épandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : - quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an | déclaration |

ARTICLE 2 : Stockage des boues

La capacité de stockage doit être suffisante pour respecter les périodes d'interdiction des épandages résultant de l'application de l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Un silo de capacité minimale de 880 m³ est présent sur la station d'épuration.

Le maître d'ouvrage fournit, chaque année, un bilan de la production de boues permettant d'évaluer au regard des épandages réalisés, la capacité de stockage disponible.

Toutes les dispositions sont prises pour minimiser les nuisances susceptibles d'être générées par les ouvrages de stockage envers le voisinage et de prévenir la pollution des eaux ou des sols.

ARTICLE 3 : Destination des boues

Le gisement et les caractéristiques des boues sont joints en annexe 1.

Les boues suivent les filières de valorisation et d'élimination suivantes :

| | Épandage | Incinération | Compostage | Autres |
|-----------------------|----------|-------------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Filières principales | 100 % | | | |
| Filières alternatives | | FERTIVAL à LAMBALLE et SAVE à CORNILLE | | Centre d'enfouissement technique (CET) classe 2 de SECHE ECO-INDUSTRIE à CHANGE (53) |

La DDTM des Côtes-d'Armor est informée de toute modification de destination avant sa mise en œuvre.

ARTICLE 4 : Fréquence des analyses

La fréquence des analyses des boues épandues est conforme à l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 et le nombre d'analyses annuelles respecte les dispositions suivantes :

| | Année N |
|----------------------------------------------|---------------|
| Tonnes de matière sèche épandue (hors chaux) | 32 à 160 |
| Valeur agronomique des boues | 4 analyses/an |
| Eléments-traces | 2 analyses/an |
| Composés organiques | 2 analyses/an |

ARTICLE 5 : Documents de suivi

5-1 - Programme prévisionnel annuel d'épandage et bilan agronomique annuel des épandages réalisés

a) Programme prévisionnel annuel d'épandage

Il doit être établi par le producteur de boues en accord avec les agriculteurs et comprend :

- pour les parcelles réceptrices :
 - la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'intercultures) sur ces parcelles ;
 - des analyses des sols portant sur l'ensemble des paramètres mentionnés en annexe III (caractérisation de la valeur agronomique) réalisées sur des points représentatifs des parcelles concernées par l'épandage, incluant les points de référence définis à l'article 2 concernés par la campagne d'épandage ;
 - une caractérisation des boues épandues (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
 - les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
 - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des boues à épandre ;
- une synthèse des quantités d'éléments fertilisants de toute nature à apporter par type de culture et pour chaque agriculteur (correspondant à la synthèse du plan prévisionnel de chacun) :
 - type de culture, surface, rendement ;
 - apports prévisionnels/ha : type d'effluents ou engrais, quantité, valeur unitaire ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

La préfecture des Côtes-d'Armor (DDTM) se réserve le droit de pratiquer ou de demander, en tant que de besoin, des vérifications inopinées complémentaires.

Le programme prévisionnel annuel d'épandage doit permettre de justifier la valorisation de l'ensemble des boues produites par l'installation dans le respect de l'ensemble des contraintes réglementaires, notamment celles liées aux interdictions d'épandage et des contraintes résultant des études préalables, notamment liées aux impossibilités d'épandage et au respect des doses d'apports.

b) Bilan agronomique des épandages réalisés dans l'année

Il doit comporter :

- l'identification des parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des boues épandues ;
- une synthèse du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants de toute nature et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale correspondant à la synthèse du cahier de fertilisation de chaque agriculteur ;
- les bilans de fumure réalisés sur les parcelles où se situent les points de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

5-2 - Registre d'épandage

Le registre d'épandage est conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de la préfecture des Côtes-d'Armor (DDTM), régulièrement transmis aux agriculteurs et doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de boues épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les boues avec les dates des prélèvements et des mesures, et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant doit pouvoir justifier, à tout moment, de la localisation des produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

5-3 - Transmission

Le producteur de boues adresse à la préfecture des Côtes-d'Armor (DDTM) :

* avant le 1^{er} mars de chaque année, le bilan agronomique de l'année N-1 et la synthèse du registre des épandages de l'année N-1 (ces deux documents peuvent être fusionnés) ;

* avant le 31 mars de chaque année, le plan prévisionnel d'épandage de l'année N correspondant a minima aux épandages prévus jusqu'au 31 août de l'année N ;

* avant le 31 juillet de chaque année, le plan prévisionnel d'épandage correspondant aux épandages prévus après le 1^{er} septembre de l'année N (si non déposé au 31 mars).

Dès que les modules seront développés dans l'application SILLAGE, ces documents seront dématérialisés et saisis directement dans cette application par le producteur de boues.

ARTICLE 6 : Épandage des boues

Les opérations d'épandage des boues produites sont conduites de manière à valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les boues et à éviter toute pollution des eaux. Elles sont réalisées conformément au présent arrêté, au programme d'actions régional directive nitrates en vigueur et à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisés.

Un contrat à jour liant le maître d'ouvrage, l'exploitant et chaque agriculteur concerné doit permettre de justifier en tout temps, de l'accord des utilisateurs de boues pour la mise à disposition de leurs parcelles et des obligations respectives des signataires.

Des bordereaux de livraison signés par le producteur de boues et par l'agriculteur sont remis à l'occasion de chaque livraison. Ils sont conservés dix ans par le maître d'ouvrage et cinq ans par l'agriculteur.

ARTICLE 7 : Zone d'épandage autorisée

L'épandage est pratiqué sur une superficie totale épandable de 86,17 ha (dont 82,31 ha épandables) sur les communes de PLEUDIHEN-SUR-RANCE, SAINT-HELEN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE et MINIAC-MORVAN, sur les parcelles des agriculteurs reconnues aptes à l'épandage dans l'étude préalable présentée par le maître d'ouvrage et dont la liste est présentée en annexe 2.

Le plan d'épandage est aussi enregistré sous le n° SIL-022-2019-0015 dans la plate-forme SILLAGE.

ARTICLE 8 : Dose d'apport

La dose d'apport des boues, sur ou dans le sol, doit respecter les conditions suivantes :

- elle est calculée sur une période appropriée par rapport au niveau de fertilité des sols et aux besoins nutritionnels des plantes en éléments fertilisants, notamment le phosphore et l'azote, en tenant compte des autres apports ;

- elle est, en tout état de cause, au plus égale à 3 kg MS/m² sur 10 ans.

Les apports doivent, en outre, respecter les contraintes réglementaires locales, et notamment le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

ARTICLE 9 : Déclaration des incidents ou accidents

Le maître d'ouvrage est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet et à la DDTM des Côtes-d'Armor, les accidents ou incidents intéressant l'exécution du plan d'épandage, objet du présent arrêté, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et le maître d'ouvrage doivent prendre ou faire prendre toute disposition nécessaire pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 10 : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 31 décembre 2014 relatif au plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration de PLEUDIHEN-SUR-RANCE est abrogé.

ARTICLE 11 : Modification

A) Toute modification apportée au plan d'épandage, aux ouvrages, aux installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

B) Une modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le maître d'ouvrage, postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté.

C) Elle peut également être imposée par le préfet.

Le plan d'épandage, objet du présent arrêté, est exploité conformément au contenu du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification est saisie sous l'application SILLAGE.

ARTICLE 12 : Dispositions diverses

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment par les articles 640 et 641 du code civil.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles L. 171-6 à L. 171-8, L. 173-1 et de l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

ARTICLE 13 : Publication et information

Une copie du présent arrêté est transmise aux mairies de PLEUDIHEN-SUR-RANCE, SAINT-HELEN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE et MINIAC-MORVAN pour affichage pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Rance - Frémur - baie de Beausais, du SAGE des bassins côtiers de DOL-DE-BRETAGNE et au siège de Dinan Agglomération.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor, durant une durée d'au moins six mois.

ARTICLE 14 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré au Tribunal administratif de RENNES :

1°/ par le maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2°/ par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairies de PLEUDIHEN-SUR-RANCE, SAINT-HELEN, MINIAC-MORVAN et LA VICOMTÉ-SUR-RANCE dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre le présent arrêté, l'autorité administrative compétente en informe le maître d'ouvrage pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 122-1 et L. 411-6 du code des relations entre le public et l'administration.

Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus mentionnés.

Les tiers peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 15 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental des Côtes-d'Armor de l'Office français de la biodiversité et les maires des communes de PLEUDIHEN-SUR-RANCE, SAINT-HELEN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE et MINIAC-MORVAN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public en mairies de PLEUDIHEN-SUR-RANCE, SAINT-HELEN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE et MINIAC-MORVAN et au siège de Dinan Agglomération.

Fait à Saint-Brieuc, le 15 avril 2020

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental des territoires et de la mer,



Pierre BESSIN

Annexe 1 à l'arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
relative au plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration de
PLEUDIHEN-SUR-RANCE

Gisement et caractéristiques des boues épandues

Le périmètre est établi par l'étude préalable pour valoriser un gisement de boues de :

| | unités | quantités maximales |
|-----------|----------------------------------|---------------------|
| Azote | kg NtK | 3 430 |
| Phosphore | kg P ₂ O ₅ | 3 231 |
| Potasse | kg K ₂ O | 340 |

Les apports autorisés sont fixés dans le tableau ci-dessous. Considérant les variations interannuelles des assolements des exploitations, ces apports correspondent à une moyenne par exploitation calculée sur 5 ans. La variation annuelle tolérée par exploitation en terme d'apport de N et P est fixée à plus ou moins 20 % par rapport à la moyenne indiquée ci-dessous, dès lors que le respect de l'équilibre de la fertilisation sur l'ensemble de la SAU de l'exploitant est démontré.

| Exploitants | Apports maxi par les boues | |
|-------------------------------------------|----------------------------|-----------------|
| | Azote en kg | Phosphore en kg |
| Monsieur BOIXIERE Tanguy – SAINT-HELEN | 1 765 | 1 658 |
| Madame GICQUEL Gisèle – MINIAC-MORVAN | 1 665 | 1 573 |
| <i>Total</i> | <i>3 430</i> | <i>3 231</i> |

Les caractéristiques estimées du gisement des boues produites par la station d'épuration et concernées par le plan d'épandage sont les suivantes :

| | unités | quantités maximales |
|---------------------------------|--------|---------------------|
| Matière Sèche (chaux comprises) | t MS | 38 |
| Matière Sèche (hors chaux) | t MS | 38 |
| Volume | tonnes | 1 520 |
| Siccité | % | 2,5 |
| C/N | | 3,9 |

PRÉFET DES CÔTES-D'ARMOR

Annexe 2 à l'arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
relative au plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration de
PLEUDIHEN-SUR-RANCE

Liste des agriculteurs :

- Monsieur BOIXIERE Tanguy - Le domaine Ramard - SAINT-HELEN
- Madame GICQUEL Gisèle - L'Ouche - MINIAC-MORVAN

Liste des parcelles concernées par l'épandage :

Plan d'épandage STEP PLEUDIHEN SUR RANCE 2019 - Registre Parcellaire

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelle de référence |
|-------------------|--------------|---------------------------------|---------------------------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|-------------------|-----------------------|
| | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01001 | F 629 | PLEUDIHEN SUR RANCE (22) | | 0,83 | 0,83 | 0,83 | | | | BOIT01021 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01002 | AC 83 à 86 135 | ST HELEN (22) | | 3,26 | 3,25 | 3,25 | | 0,01 | Tiers | BOIT01035 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01004 | ZC 9 10 11 47 149 | ST HELEN (22) | | 1,65 | 1,64 | 1,64 | | 0,01 | Tiers | BOIT01035 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01021 | F 632 à 635p 636p 637p 649p 652 | PLEUDIHEN SUR RANCE (22) | 2019 | 4,58 | 4,56 | 4,56 | | 0,02 | Tiers | BOIT01021 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01024 | F 626 | PLEUDIHEN SUR RANCE (22) | | 3,49 | 3,49 | 3,49 | | | | BOIT01021 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01026 | ZB 525p 60p | ST HELEN (22) | | 0,34 | 0,34 | 0,34 | | | | BOIT01035 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01027 | ZB 57 | ST HELEN (22) | | 0,70 | 0,70 | 0,70 | | | | BOIT01035 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01032 | ZC 112 | ST HELEN (22) | | 0,75 | 0,75 | 0,75 | | | | BOIT01035 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01033 | ZC 91 | ST HELEN (22) | | 4,17 | 4,17 | 4,17 | | | | BOIT01021 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01034 | ZC 200p 203 214p | ST HELEN (22) | 2019 | 11,55 | 11,55 | 11,55 | | | | BOIT01034 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01035 | ZC 62 | ST HELEN (22) | 2019 | 7,71 | 7,71 | 7,71 | | | | BOIT01035 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01036 | ZC 25 33 | ST HELEN (22) | | 1,15 | 1,15 | 1,15 | | | | BOIT01034 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01037 | ZC 196 | ST HELEN (22) | | 0,44 | 0,44 | 0,44 | | | | BOIT01034 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01038 | B 637 638 666 | LA VICOMTE SUR RANCE (22) | | 0,94 | 0,94 | 0,94 | | | | BOIT01034 |
| BOIXIERE TANGUY | BOIT01039 | F 202 | PLEUDIHEN SUR RANCE (22) | | 0,71 | 0,71 | 0,71 | | | | BOIT01035 |
| SOUS TOTAL | | | | | 42,27 | 42,23 | 42,23 | | 0,04 | | |

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelle de référence |
|-------------------|--------------|--------------------------------|--------------------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|-----------------------|
| | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| GICQUEL GISELE | GICA02001 | ZA 13p 45p 88p 89p 99p 114 | MINIAC MORVAN (35) | | 10,16 | 7,96 | | 7,96 | 2,20 | Tiers + Cours d'eau | GICA02010 |
| GICQUEL GISELE | GICA02002 | ZA 16 A 78 | MINIAC MORVAN (35) | | 0,73 | 0,30 | | 0,3 | 0,43 | Cours d'eau | GICA02010 |
| GICQUEL GISELE | GICA02003 | ZA 19 20 21 | MINIAC MORVAN (35) | 2013 | 9,64 | 9,64 | 9,64 | | | | GICA02003 |
| GICQUEL GISELE | GICA02004 | ZB 13 14 15 | MINIAC MORVAN (35) | | 2,10 | 2,10 | 2,10 | | | | GICA02003 |
| GICQUEL GISELE | GICA02005 | ZI 40 | MINIAC MORVAN (35) | | 0,61 | 0,61 | 0,61 | | | | GICA02003 |
| GICQUEL GISELE | GICA02006 | ZL 101 104 107 111 116 181 197 | MINIAC MORVAN (35) | | 5,40 | 5,39 | 5,39 | | 0,01 | Tiers | GICA02007 |
| GICQUEL GISELE | GICA02007 | ZL 175 177 179 | MINIAC MORVAN (35) | 2013 | 10,81 | 10,81 | 10,81 | | | | GICA02007 |
| GICQUEL GISELE | GICA02010 | ZL 140 | MINIAC MORVAN (35) | 2013 | 4,45 | 3,27 | 3,27 | | 1,18 | Cours d'eau | GICA02010 |
| SOUS TOTAL | | | | | 43,90 | 40,08 | 32,12 | 7,96 | 3,82 | | |

| | | | | | | | | | | | |
|------------------------------|--|--|--|--|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--|--|
| TOTAL PLAN D'EPANDAGE | | | | | 86,17 | 82,31 | 74,35 | 7,96 | 3,86 | | |
|------------------------------|--|--|--|--|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--|--|

Direction départementale des territoires et de la mer des
Côtes d'Armor

22-2020-04-20-002

Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration en
application de l'article L. 214-3 du code de
l'environnement relative au plan d'épandage des boues
issues du curage des lagunes de PLERNEUF / Leff Armor
Communauté

PRÉFET DES CÔTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service
environnement

Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relative au plan d'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF

Leff Armor Communauté

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 et suivants, l'article L. 216-3, les articles L. 171-6 à 8 et L. 173-1, les articles R. 211-25 à R. 211-47 et les articles R. 214-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1110 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 24 août 2017 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 autorisant le raccordement du réseau de PLERNEUF au système d'assainissement de Saint-Brieuc Armor Agglomération rendu effectif le 7 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables dans le département des Côtes-d'Armor pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Pierre BESSIN, directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor ;

VU l'arrêté portant modification des statuts de la communauté de communes de Leff Armor Communauté du 21 décembre 2018 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la baie de Saint-Brieuc approuvé le 30 janvier 2014 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Argoat-Trégor-Goëlo approuvé le 21 avril 2017 ;

VU les pièces du dossier présenté à l'appui dudit projet, ainsi que le porter à connaissance transmis le 17 décembre 2019 par Leff Armor Communauté relatif à la vidange des surnageants des lagunes ;

VU la demande de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 13 janvier 2020 présentée par Leff Armor Communauté, enregistrée sous le n° D 20/005 boues et relative à l'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF sur les communes de PLERNEUF, LE MERZER et PLOUVARA ;

VU les observations du maître d'ouvrage du 2 mars 2020 sur le projet d'arrêté que la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor lui a transmis par courrier du 30 janvier 2020 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté ont pour objectif de faire respecter les orientations du SDAGE Loire-Bretagne et de garantir les intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les communes de PLERNEUF, LE MERZER et PLOUVARA sont situées en zone vulnérable au titre de la directive « nitrates » 91/676/CEE du 12 décembre 1991 ;

CONSIDÉRANT que l'épandage des boues issues du curage des lagunes doit être encadré ainsi que la gestion des eaux usées durant la période de curage ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Objet et bénéficiaire de l'arrêté

Il est donné acte au président de Leff Armor Communauté, identifié dans le présent arrêté comme le maître d'ouvrage, de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant l'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF sur les communes de PLERNEUF, LE MERZER et PLOUVARA.

Ces travaux relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des opérations soumises à déclaration annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

| rubrique de la nomenclature | nature – volume des activités | régime |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 2.1.3.0 | Épandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : - Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an | déclaration |

ARTICLE 2 : Gisement et stockage des boues

Le gisement et les caractéristiques des boues épandues figurent en annexe 1.

Toutes les dispositions sont prises pour minimiser les nuisances susceptibles d'être générées par les éventuels ouvrages de stockage envers le voisinage et de prévenir la pollution des eaux ou des sols.

ARTICLE 3 : Destination des boues

La totalité du gisement de boues est valorisée par épandage, soit 147 t matières sèches (MS). La DDTM des Côtes-d'Armor doit être informée de toute modification de destination.

ARTICLE 4 : Fréquence des analyses

La fréquence des analyses des boues épandues est conforme à l'arrêté du 8 janvier 1998 et le nombre d'analyses respecte les dispositions suivantes :

| Paramètres | Lagune 1 | Lagune 2 | Lagune 3 |
|---------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Siccité | 1 prélèvement pour 100 m ³ afin de réaliser 1 échantillon moyen final représentant 500 m ³ | 1 prélèvement pour 100 m ³ afin de réaliser 1 échantillon moyen final représentant 500 m ³ | 1 prélèvement pour 100 m ³ afin de réaliser 1 échantillon moyen final représentant 500 m ³ |
| Valeur agronomique | | | |
| Éléments traces | 2 | 1 (plus si les résultats lors de la bathymétrie étaient proches des limites réglementaires) | 0 |
| Composés organiques | 1 | 0 (plus si les résultats lors de la bathymétrie étaient proches des limites réglementaires) | 0 |

ARTICLE 5 : Documents de suivi

Un registre d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de la DDTM des Côtes-d'Armor et régulièrement transmis aux agriculteurs, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de boues épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les boues avec les dates de prélèvements et des mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant agricole doit pouvoir justifier à tout moment, de la localisation des produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Le producteur de boues adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1, la synthèse du registre des épandages sous format électronique via l'application SILLAGE ou sous format papier (dans le cas où l'application ne serait pas opérationnelle dans ce délai).

Le producteur de boues adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1, un rapport de fin de travaux en format papier où seront indiqués notamment :

- * le résultat des analyses des boues réalisées lors du curage ;
- * le résultat des analyses de sols des points de référence conformément à l'article 15 de l'arrêté du 8 janvier 1998, suite aux ultimes épandages réalisés dans le cadre de cet arrêté ;
- * les résultats du suivi milieu ;
- * le descriptif du protocole mis en place ;
- * le bilan agronomique des parcelles où se situent les points de référence (ensemble de tous les apports azotés).

ARTICLE 6 : Épandage des boues

La DDTM des Côtes-d'Armor est avertie de la date prévisionnelle des travaux de curage, quinze jours avant ceux-ci, avec confirmation, deux jours avant, par courriel.

Les opérations d'épandage des boues produites sont conduites de manière à valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les boues et à éviter toute pollution des eaux. Elles sont réalisées conformément au présent arrêté, à l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur, ainsi qu'à l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.

Un contrat à jour liant le maître d'ouvrage, l'exploitant et chaque agriculteur concernés doit permettre de justifier en tout temps de l'accord des utilisateurs de boues pour la mise à disposition de leurs parcelles et des obligations respectives des signataires.

Des bordereaux de livraison signés par le producteur de boues et par l'agriculteur doivent être remis à l'occasion de chaque livraison. Ils sont conservés dix ans par le maître d'ouvrage et cinq ans par l'agriculteur.

ARTICLE 7 : Zone d'épandage autorisée

L'épandage est pratiqué sur une superficie totale de 35,43 ha (dont 31,16 ha épandables) sur les communes de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER, sur les parcelles des agriculteurs reconnues aptes à l'épandage dans l'étude préalable présentée par le maître d'ouvrage et dont la liste est présentée en annexe 2.

Le plan d'épandage est aussi enregistré sous le n° SIL-022-2020-0002 dans la plate-forme SILLAGE.

ARTICLE 8 : Dose d'apport

La dose d'apport des boues, sur ou dans le sol, doit respecter les conditions suivantes :

- elle est calculée sur une période appropriée par rapport au niveau de fertilité des sols et aux besoins nutritionnels des plantes en éléments fertilisants, notamment le phosphore et l'azote, en tenant compte des autres apports ;
- elle est, en tout état de cause, au plus égale à 3 kg MS/m² sur 10 ans.

Les apports doivent en outre respecter les contraintes réglementaires locales, et notamment le programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

ARTICLE 9 : Conditions de vidange

Le lagunage n'étant plus en service depuis décembre 2011, l'évacuation de la lame d'eau claire est réalisée à compter de fin janvier à un débit maximum de 48 m³/j vers le ruisseau du Merlet. Le volume à évacuer est estimé à 4 200 m³ correspondant à trois mois de pompage.

La DDTM des Côtes-d'Armor et le service départemental des Côtes-d'Armor de l'Office français de la biodiversité (OFB) devront être informés quinze jours avant le début de la vidange.

9.1 - Surveillance du milieu durant la phase de vidange

La qualité du rejet sera surveillée par la réalisation d'analyses.

Un contrôle journalier (une fois par jour) par bandes tests sera réalisé sur les paramètres NH₄⁺ et NO₂⁻ dans le cours d'eau récepteur 10 m à l'amont et 50 mètres à l'aval du rejet ainsi que sur l'oxygène dissous.

L'opération de vidange devra être arrêtée dès que les concentrations suivantes seront atteintes dans le cours d'eau :

- NH₄⁺ : 1 mg/l
- NO₂⁻ : 0,5 mg/l

et que la teneur en oxygène dissous descendra en dessous de 6 mg/l.

La DDTM des Côtes-d'Armor et le service départemental des Côtes-d'Armor de l'OFB seront alors avertis immédiatement.

À tout moment, les eaux restituées ne devront nuire ni à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire conformément à l'article L. 432-2 du code de l'environnement.

L'ensemble des résultats bruts sera transmis huit jours maximum, après la fin de l'opération, à la DDTM des Côtes-d'Armor et au service départemental des Côtes-d'Armor de l'OFB.

ARTICLE 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le maître d'ouvrage est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet et à la DDTM des Côtes-d'Armor, les accidents ou incidents intéressant l'exécution de ce plan d'épandage faisant l'objet du présent arrêté, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou le maître d'ouvrage doivent prendre ou faire prendre toute disposition nécessaire pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 11 : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 27 mai 1988 autorisant le fonctionnement du système d'assainissement de PLERNEUF est abrogé à la fin de la période d'observation après mise en service de la nouvelle station d'épuration de PLERNEUF.

ARTICLE 12 : Modification

A) Toute modification apportée au plan d'épandage, aux ouvrages, aux installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

B) Une modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le maître d'ouvrage, postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté.

C) Elle peut également être imposée par le préfet.

Le plan d'épandage, objet du présent arrêté, est exploité conformément au contenu du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification est saisie sous l'application SILLAGE.

ARTICLE 13 : Dispositions diverses

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève de l'article R. 216-12 et des articles L. 171-6 à 8 et L. 173-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 14 : Publication et information

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie des communes de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Argoat-Trégor-Goëlo et SAGE baie de Saint-Brieuc et au siège de Leff Armor Communauté.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor, durant une durée d'au moins six mois.

ARTICLE 15 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré au Tribunal administratif de RENNES :

1°/ par le maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2°/ par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairies de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre le présent arrêté, l'autorité administrative compétente en informe le maître d'ouvrage pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 122-1 et L. 411-6 du code des relations entre le public et l'administration.

Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus mentionnés.

Les tiers peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 16 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental des Côtes-d'Armor de l'Office français de la biodiversité et les maires des communes de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public en mairies de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER et au siège de Leff Armor Communauté.

Fait à Saint-Brieuc, le 20 avril 2020

Pour le Préfet et par délégation,
le directeur départemental des territoires et de la mer,



Pierre BESSIN

Annexe 1 à l'arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
relative au plan d'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF

Le périmètre est établi par l'étude préalable pour valoriser un gisement de boues de :

| | unités | quantités maximales |
|-----------|----------------------------------|---------------------|
| Azote | kg NtK | 1 596 |
| Phosphore | kg P ₂ O ₅ | 1 213 |
| Potasse | kg K ₂ O | 190 |

Les apports autorisés sont fixés dans le tableau ci-dessous. Considérant les variations interannuelles des assolements des exploitations, ces apports correspondent à une moyenne par exploitation calculée sur 5 ans. La variation annuelle tolérée par exploitation en terme d'apport de N et P est fixée à plus ou moins 20 % par rapport à la moyenne indiquée ci-dessous, dès lors que le respect de l'équilibre de la fertilisation sur l'ensemble de la SAU de l'exploitant est démontré.

| Exploitants | Apports maxi par les boues | |
|--------------------------------------|----------------------------|-----------------|
| | Azote en kg | Phosphore en kg |
| EARL de la Belle Issue - PLERNEUF | 466 | 213 |
| EARL Coat Mohan - LE MERZER | 1 130 | 1 000 |
| <i>Total</i> | <i>1 596</i> | <i>1 213</i> |

Les caractéristiques estimées du gisement des boues produites par la station d'épuration et concernées par le plan d'épandage sont les suivantes :

| | unités | quantités |
|---------------|----------------|-----------|
| Matière sèche | t MS | 147 |
| Volume | m ³ | 2 105 |
| Siccité | % | 7 |

Annexe 2 à l'arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
relative au plan d'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF

Liste des agriculteurs, des points de référence et des parcelles agricoles

- EARL de Balle Issue (M. TANGUY Olivier) - Belle Issue - 22170 PLERNEUF
Point de référence : TAN 16

- EARL Coat Mohan (M. KERGUS Stéphane) - Coat Mohan - 22200 LE MERZER
Point de référence : KER 06

Direction départementale des territoires et de la mer des
Côtes d'Armor

22-2020-04-17-001

Arrêté préfectoral du 17/4/2020 portant
prescriptions spécifiques à déclaration en
application de l'article L. 214-3 du code de
l'environnement relative au plan d'épandage
des boues issues de la station d'épuration de
LANVALLAY.

PRÉFET DES CÔTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service
environnement

Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration en application
de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relative au plan
d'épandage des boues issues de la station d'épuration de
LANVALLAY

Dinan Agglomération

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 et suivants, l'article L. 216-3, les articles L. 171-6 à 8 et L. 173-1, les articles R. 211-25 à R. 211-47 et les articles R. 214-1 et suivants ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 24 août 2017 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;
- VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2011 autorisant le fonctionnement du système d'assainissement de LANVALLAY ;

.../...

Adresse postale de la DDTM (siège) : 1 rue du parc - CS 52256 - 22022 SAINT-BRIEUC Cedex - TEL. 0 821 80 30 22 (0,12 €/mn)
www.cotes-darmor.gouv.fr

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables dans le département des Côtes-d'Armor pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Pierre BESSIN, directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Rance - Frémur - baie de Beaussais approuvé le 9 décembre 2013 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Arguenon - baie de la Fresnaye approuvé le 15 avril 2014 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) des bassins côtiers de la région de DOL-DE-BRETAGNE approuvé le 6 octobre 2015 ;

VU les pièces du dossier présenté à l'appui dudit projet ;

VU la demande de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue, le 26 décembre 2019, à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor, présentée par Dinan Agglomération, enregistrée sous le n° D 19/529 boues et relative à l'épandage des boues issues de la station d'épuration de LANVALLAY sur les communes de AUCALEUC, CORSEUL, ÉVRAN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE, LANGROLAY-SUR-RANCE, LANVALLAY, LE QUIOU, LES CHAMPS-GÉRAUX, PLEUDIHEN-SUR-RANCE, PLOUER-SUR-RANCE, SAINT-HÉLEN, SAINT-JUDOCE, SAINT-SAMSON-SUR-RANCE, TRÉFUMEL, TRÉMEREUC (22) et COMBOURG, DINARD, LE TRONCHET, LE MINIHC-SUR-RANCE, MEILLAC, MINAC-MORVAN, PLESDER, PLEUGEUNEUC, PLEURTUIT, SAINT-BRIAC et SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (35) ;

VU l'avis favorable de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine, en date du 4 février 2020, sur le dossier transmis le 26 décembre 2019 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observations du maître d'ouvrage sur le projet d'arrêté que la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor lui a transmis par courrier du 25 février 2020 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté ont pour objectif de faire respecter les orientations du SDAGE Loire-Bretagne et de garantir les intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les communes de AUCALEUC, CORSEUL, ÉVRAN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE, LANGROLAY-SUR-RANCE, LANVALLAY, LE QUIOU, LES CHAMPS-GÉRAUX, PLEUDIHEN-SUR-RANCE, PLOUER-SUR-RANCE, SAINT-HÉLEN, SAINT-JUDOCE, SAINT-SAMSON-SUR-RANCE, TRÉFUMEL, TRÉMEREUC (22) et COMBOURG, DINARD, LE TRONCHET, LE MINIHC-SUR-RANCE, MEILLAC, MINAC-MORVAN, PLESDER,

PLEUGEUNEUC, PLEURTUIT, SAINT-BRIAC et SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (35), sont situées en zones vulnérables au titre de la directive « nitrates » 91/676/CEE du 12 décembre 1991 ;

CONSIDÉRANT que l'épandage des boues de la station d'épuration doit être encadré ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Objet et bénéficiaire de l'autorisation

Il est donné acte au président de Dinan Agglomération identifié dans le présent arrêté comme le maître d'ouvrage, de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant l'épandage des boues issues de la station d'épuration de LANVALLAY sur les communes de AUCALEUC, CORSEUL, ÉVRAN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE, LANGROLAY-SUR-RANCE, LANVALLAY, LE QUIOU, LES CHAMPS-GÉRAUX, PLEUDIHEN-SUR-RANCE, PLOUER-SUR-RANCE, SAINT-HÉLEN, SAINT-JUDOCE, SAINT-SAMSON-SUR-RANCE, TRÉFUMEL, TRÉMEREUC (22) et COMBOURG, DINARD, LE TRONCHET, LE MINIHIC-SUR-RANCE, MEILLAC, MINIAC-MORVAN, PLES DER, PLEUGEUNEUC, PLEURTUIT, SAINT-BRIAC et SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (35) ;

Ces travaux relèvent de la rubrique présentée ci-dessous de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

| rubrique de la nomenclature | nature - volume des activités | régime |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 2.1.3.0 / 2° | Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : - Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an | déclaration |

ARTICLE 2 : Stockage des boues

Les boues produites sur la station d'épuration de LANVALLAY sont solides et stabilisées.

La station d'épuration ne dispose pas de capacité de stockage sur le site de la station d'épuration, mais trois plateformes de stockage déportées sont identifiées :

- ETA NIVOL - Les Touches Ferrons - 35720 PLEUGUENEUC pour une capacité de stockage pour 1 200 tonnes de matières brutes ;
- SARL MONTJOLI - Le Châtelier - 22690 LA VICOMTÉ-SUR-RANCE pour capacité de stockage pour 400 tonnes de matières brutes ;
- ETA CORDIER - La Bergerie - 22650 BEAUSSAIS-SUR-MER pour une capacité de stockage pour 400 tonnes de matières brutes.

Une partie des boues est stockée directement au champ avant valorisation, à condition que les boues soient couvertes par une bâche et déposées sur un couvert bien développé. Seules les boues stabilisées font l'objet de ce stockage.

Le stockage au champ se fait sur les périodes mi-mars, mi-mai, juillet et août.

La durée de stockage au champ ne doit pas dépasser 9 mois et le retour du stockage sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

Le volume de dépôt des boues devra être adapté à la fertilisation de la parcelle réceptrice dans le cadre du respect de l'équilibre de la fertilisation.

Les dates de dépôt et de reprise des boues sont enregistrées par îlot cultural.

Le maître d'ouvrage fournit, chaque année, un bilan de la production de boues permettant d'évaluer au regard des épandages réalisés, la capacité de stockage disponible.

Toutes les dispositions sont prises pour minimiser les nuisances susceptibles d'être générées par les ouvrages de stockage envers le voisinage et de prévenir la pollution des eaux ou des sols.

ARTICLE 3 : Destination des boues

Le gisement et les caractéristiques des boues sont joints en annexe 1.

Les boues suivent les filières de valorisation et d'élimination suivantes :

| | Epandage | Incinération | Compostage | Autres |
|-----------------------|----------|--------------|-------------------------------------------------------------------------|--------|
| Filières principales | 81 % | | | |
| Filières alternatives | | | 19 % ETA TRANCHEVENT à PLUDUNO et SCC ENVIRONNEMENT à COMBOURG | |

La DDTM des Côtes-d'Armor est informée de toute modification de destination avant sa mise en œuvre.

ARTICLE 4 : Fréquence des analyses

La fréquence des analyses des boues épandues est conforme à l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 et le nombre d'analyses annuelles respecte les dispositions suivantes :

| | Année N |
|----------------------------------------------|---------------|
| Tonnes de matière sèche épandue (hors chaux) | 481 à 800 |
| Valeur agronomique des boues | 8 analyses/an |
| Éléments-traces | 6 analyses/an |
| Composés organiques | 3 analyses/an |

ARTICLE 5 : Documents de suivi

5-1 - Programme prévisionnel annuel d'épandage et bilan agronomique annuel des épandages réalisés

a) Programme prévisionnel annuel d'épandage

Il doit être établi par le producteur de boues en accord avec les agriculteurs et comprend :

- pour les parcelles réceptrices :
 - la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'intercultures) sur ces parcelles ;
 - des analyses des sols portant sur l'ensemble des paramètres mentionnés en annexe III (caractérisation de la valeur agronomique) réalisées sur des points représentatifs des parcelles concernées par l'épandage, incluant les points de référence définis à l'article 2 concernés par la campagne d'épandage ;
 - une caractérisation des boues épandues (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
 - les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
 - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des boues à épandre ;
- une synthèse des quantités d'éléments fertilisants de toute nature à apporter par type de culture et pour chaque agriculteur (correspondant à la synthèse du plan prévisionnel de chacun) :
 - type de culture, surface, rendement ;
 - apports prévisionnels/ha : type d'effluents ou engrais, quantité, valeur unitaire ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

La préfecture des Côtes-d'Armor (DDTM) se réserve le droit de pratiquer ou de demander, en tant que de besoin, des vérifications inopinées complémentaires.

Le programme prévisionnel annuel d'épandage doit permettre de justifier la valorisation de l'ensemble des boues produites par l'installation dans le respect de l'ensemble des contraintes réglementaires, notamment celles liées aux interdictions d'épandage et des contraintes résultant des études préalables, notamment liées aux impossibilités d'épandage et au respect des doses d'apports.

b) Bilan agronomique des épandages réalisés dans l'année

Il doit comporter :

- l'identification des parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des boues épandues ;
- une synthèse du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants de toute nature et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale correspondant à la synthèse du cahier de fertilisation de chaque agriculteur ;
- les bilans de fumure réalisés sur les parcelles où se situent les points de référence représentatives de chaque type de sol et de système de culture ainsi que les conseils de

- fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

5-2 - Registre d'épandage

Le registre d'épandage est conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de la préfecture des Côtes-d'Armor (DDTM), régulièrement transmis aux agriculteurs et doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de boues épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les boues avec les dates des prélèvements et des mesures, et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant doit pouvoir justifier, à tout moment, de la localisation des produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

5-3 - Transmission

Le producteur de boues adresse à la préfecture des Côtes-d'Armor (DDTM) :

- * avant le 1^{er} mars de chaque année, le bilan agronomique de l'année N-1 et la synthèse du registre des épandages de l'année N-1 (ces deux documents peuvent être fusionnés) ;
- * avant le 31 mars de chaque année, le plan prévisionnel d'épandage de l'année N correspondant a minima aux épandages prévus jusqu'au 31 août de l'année N ;
- * avant le 31 juillet de chaque année, le plan prévisionnel d'épandage correspondant aux épandages prévus après le 1^{er} septembre de l'année N (si non déposé au 31 mars).

Dès que les modules seront développés dans l'application SILLAGE, ces documents seront dématérialisés et saisis directement dans cette application par le producteur de boues.

ARTICLE 6 : Épandage des boues

Les opérations d'épandage des boues produites sont conduites de manière à valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les boues et à éviter toute pollution des eaux. Elles sont réalisées conformément au présent arrêté, au programme d'actions régional directive nitrates en vigueur et à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisés.

Un contrat à jour liant le maître d'ouvrage, l'exploitant et chaque agriculteur concerné doit permettre de justifier en tout temps, de l'accord des utilisateurs de boues pour la mise à disposition de leurs parcelles et des obligations respectives des signataires.

Des bordereaux de livraison signés par le producteur de boues et par l'agriculteur sont remis à l'occasion de chaque livraison. Ils sont conservés dix ans par le maître d'ouvrage et cinq ans par l'agriculteur.

ARTICLE 7 : Zone d'épandage autorisée

L'épandage est pratiqué sur une superficie totale de 1 518,04 ha (dont 1 322,62 ha épandables) sur les communes de AUCALEUC, CORSEUL, ÉVRAN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE, LANGROLAY-SUR-RANCE, LANVALLAY, LE QUIOU, LES CHAMPS-GÉRAUX, PLEUDIHEN-SUR-RANCE, PLOUER-SUR-RANCE, SAINT-HÉLEN, SAINT-JUDOCE, SAINT-SAMSON-SUR-RANCE, TRÉFUMEL, TRÉMEREUC (22) et COMBOURG, DINARD, LE TRONCHET, LE MINIHC-SUR-RANCE, MEILLAC, MINAC-MORVAN, PLESDER, PLEUGEUNEUC, PLEURTUIT, SAINT-BRIAC et SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (35), sur les parcelles des agriculteurs reconnues aptes à l'épandage dans l'étude préalable présentée par le maître d'ouvrage et dont la liste est présentée en annexe 2.

Le plan d'épandage est aussi enregistré sous le n° SIL-022-2020-0001 dans la plate-forme SILLAGE.

ARTICLE 8 : Dose d'apport

La dose d'apport des boues, sur ou dans le sol, doit respecter les conditions suivantes :

- elle est calculée sur une période appropriée par rapport au niveau de fertilité des sols et aux besoins nutritionnels des plantes en éléments fertilisants, notamment le phosphore et l'azote, en tenant compte des autres apports ;

- elle est, en tout état de cause, au plus égale à 3 kg MS/m² sur 10 ans.

Les apports doivent, en outre, respecter les contraintes réglementaires locales, et notamment le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

ARTICLE 9 : Déclaration des incidents ou accidents

Le maître d'ouvrage est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet et à la DDTM des Côtes-d'Armor, les accidents ou incidents intéressant l'exécution du plan d'épandage, objet du présent arrêté, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et le maître d'ouvrage doivent prendre ou faire prendre toute disposition nécessaire pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 10 : Modification

- A) Toute modification apportée au plan d'épandage, aux ouvrages, aux installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.
- B) Une modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le maître d'ouvrage, postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté.
- C) Elle peut également être imposée par le préfet.

Le plan d'épandage, objet du présent arrêté, est exploité conformément au contenu du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification est saisie sous l'application SILLAGE.

ARTICLE 11 : Dispositions diverses

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment par les articles 640 et 641 du code civil.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles L. 171-6 à L. 171-8, L. 173-1 et de l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

ARTICLE 12 : Publication et information

Une copie du présent arrêté est transmise aux mairies de AUCALEUC, CORSEUL, ÉVRAN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE, LANGROLAY-SUR-RANCE, LANVALLAY, LE QUIOU, LES CHAMPS-GÉRAUX, PLEUDIHEN-SUR-RANCE, PLOUER-SUR-RANCE, SAINT-HÉLEN, SAINT-JUDOCE, SAINT-SAMSON-SUR-RANCE, TRÉFUMEL, TRÉMEREUC (22) et COMBOURG, DINARD, LE TRONCHET, LE MINIHC-SUR-RANCE, MEILLAC, MINAC-MORVAN, PLESER, PLEUGEUNEUC, PLEURTUIT, SAINT-BRIAC et SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (35), pour affichage pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Rance - Frémur - baie de Beussais, du SAGE Arguenon - baie de la Fresnaye et du SAGE bassins côtiers de la région de DOL-DE-BRETAGNE.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor, durant une durée d'au moins six mois.

ARTICLE 13 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré au Tribunal administratif de RENNES :

1°/ par le maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2°/ par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairies de AUCALEUC, CORSEUL, ÉVRAN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE, LANGROLAY-SUR-RANCE, LANVALLAY, LE QUIOU, LES CHAMPS-GÉRAUX, PLEUDIHEN-SUR-RANCE, PLOUER-SUR-RANCE, SAINT-HÉLEN, SAINT-JUDOCE, SAINT-SAMSON-SUR-RANCE, TRÉFUMEL, TRÉMEREUC (22) et COMBOURG, DINARD, LE TRONCHET, LE MINIHC-SUR-RANCE, MEILLAC, MINAC-MORVAN, PLESDER, PLEUGEUNEUC, PLEURTUIT, SAINT-BRIAC et SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (35) dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre le présent arrêté, l'autorité administrative compétente en informe le maître d'ouvrage pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 122-1 et L. 411-6 du code des relations entre le public et l'administration.

Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus mentionnés.

Les tiers peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 14 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental des Côtes-d'Armor de l'Office français de la biodiversité et les maires des communes de AUCALEUC, CORSEUL, ÉVRAN, LA VICOMTÉ-SUR-RANCE, LANGROLAY-SUR-RANCE, LANVALLAY, LE QUIOU, LES CHAMPS-GÉRAUX, PLEUDIHEN-SUR-RANCE, PLOUER-SUR-RANCE, SAINT-HÉLEN, SAINT-JUDOCE, SAINT-SAMSON-SUR-RANCE, TRÉFUMEL, TRÉMEREUC (22) et COMBOURG, DINARD, LE TRONCHET, LE MINIHC-SUR-RANCE, MEILLAC, MINAC-MORVAN, PLESDER, PLEUGEUNEUC, PLEURTUIT, SAINT-BRIAC et SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN (35) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans les mairies susvisées et au siège de Dinan Agglomération.

Fait à Saint-Brieuc, le 17 avril 2020

Pour le Préfet et par délégation,
le directeur départemental des territoires et de la mer,


Pierre BESSIN

Annexe 1 à l'arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
relative au plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration de
LANVALLAY

Gisement et caractéristiques des boues épandues

Le périmètre est établi par l'étude préalable pour valoriser un gisement de boues de :

| | unités | quantités maximales |
|-----------|----------------------------------|---------------------|
| Azote | kg NtK | 39 528 |
| Phosphore | kg P ₂ O ₅ | 32 940 |
| Potasse | kg K ₂ O | 3 755 |

Les caractéristiques estimées du gisement des boues produites par la station d'épuration et concernées par le plan d'épandage sont les suivantes :

| | unités | quantités maximales |
|---------------------------------|----------------|---------------------|
| Matière Sèche (chaux comprises) | t MS | 823,50 |
| Matière Sèche (hors chaux) | t MS | 659 |
| Volume | m ³ | 3 660 |
| Siccité | % | 22,5 |
| C/N | | 5,9 |

Les apports autorisés sont fixés dans le tableau ci-dessous. Considérant les variations interannuelles des assolements des exploitations, ces apports correspondent à une moyenne par exploitation calculée sur 5 ans. La variation annuelle tolérée par exploitation en terme d'apport de N et P est fixée à plus ou moins 20 % par rapport à la moyenne indiquée ci-dessous, dès lors que le respect de l'équilibre de la fertilisation sur l'ensemble de la SAU de l'exploitant est démontré.

| Exploitants | Apports maxi par les boues | |
|-------------------------------------------|----------------------------|-----------------|
| | Azote en kg | Phosphore en kg |
| GAEC de l'Eperon Barré - SAINT-HELEN | 1 944 | 1 620 |
| M. BOIXIERE Tanguy - SAINT-HELEN | 1 944 | 1 620 |
| GAEC du Bourgneuf - LA VICOMTÉ-SUR-RANCE | 3 240 | 2 700 |
| EARL les Hervelines - PLEUDIHEN-SUR-RANCE | 5 184 | 4 320 |
| EARL FAUVEL - SAINT-PIERRE-DE-PLESGUEN | 2 592 | 2 160 |

| | | |
|----------------------------------------|---------------|---------------|
| EARL de la Salle - PLESDER | 2 592 | 2 160 |
| EARL LECHEVAISTRIER - TREFUMEL | 778 | 648 |
| GAEC LEMOINE - PLOUER-SUR-RANCE | 2 268 | 1 890 |
| GAEC de la Ville Hamon- SAINT-HELEN | 1 296 | 1 080 |
| EARL de la Croix Frene - SAINT-HELEN | 1 944 | 1 620 |
| EARL NIVOL - PLEUGUENEUC | 2 592 | 2 160 |
| GAEC de la Mettrie - LES CHAMPS-GERAUX | 2 591 | 2 160 |
| M. ROUILLE Christophe - LANGUENAN | 1 620 | 1 350 |
| GAEC de la Teillère - MESNIL ROCH | 1 296 | 1 080 |
| M. RUCAY Paul - LANVALLAY | 1 166 | 972 |
| GAEC de la Basse Touche - PLEURTUIT | 6 480 | 5 400 |
| <i>Total</i> | <i>39 528</i> | <i>32 940</i> |

PRÉFET DES CÔTES-D'ARMOR

Annexe 2 à l'arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
relative au plan d'épandage des boues issues de la station d'épuration
de LANVALLAY

Liste des agriculteurs :

- GAEC de l'Eperon Barré (M. Gwenolé ARIBART) - Le Petit Osier - 22100 SAINT-HELEN
- M. Tanguy BOIXIERE - Le Domaine Ramard - 22100 SAINT-HELEN
- GAEC du Bourgneuf (M. Benoît BOUETARD) - Le Bourgneuf - 22690 LA VICOMTÉ-SUR-RANCE
- EARL les Hervelines (M. Jean-François BRIGNON) - Le Val Hervelin - 22690 PLEUDIHEN-SUR-RANCE
- EARL FAUVEL (M. Michel FAUVEL) - L'Hôtel Neuf - SAINT-PIERRE- DE-PLESGUEN - 35720 MESNIL ROCH
- EARL de la Salle (M. David FOUERE) - La Salle - 35720 PLESDER
- EARL LECHEVAISTRIER (M. Philippe LECHEVAISTRIER) - La Perchais - 22630 TREFUMEL
- GAEC LEMOINE (M. Didier LEMOINE) - La Minotais - 22490 PLOUER-SUR-RANCE
- GAEC de la Ville Hamon (M. Freddy LEPERE) - La Ville Hamon - 22100 SAINT-HELEN
- EARL de la Croix Frene (M. Gilles LORRE) - La Croix du Fresne - 22100 SAINT-HELEN
- EARL NIVOL (M. Michel NIVOL) - Les Touches Ferron - 35720 PLEUGUENEUC
- GAEC de la Mettrie (M. Sylvain PETITPAS) - La Mettrie - 22630 LES CHAMPS-GERAUX
- M. Christophe ROUILLE - La Chesnais - 22130 LANGUENAN
- GAEC de la Teillère (M. Dominique ROUAULT) - La Teillère - LANHELIN - 35720 MESNIL ROCH
- M. Paul RUCAY - Le Gué Parfond - SAINT-SOLEN - 22100 LANVALLAY
- GAEC de la Basse Touche (M. Régis RUAULT) - La Basse Touche - 35730 PLEURTUIT

GAEC DU BOURGNEUF

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelle de référence |
|-------------------|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------|-----------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02001 | A 157 160 161 521 759 | LANVALLAY | 22 | | 5,62 | 5,30 | 5,30 | | 0,32 | Tiers | BOUB02040 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02002 | C 554 à 556 564 565 567 à 571 573 à 578 581 à 588 à 597 606 à 610 613 614 615 1489 1511 1812 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 8,46 | 0,00 | 0,00 | | 8,46 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02003 | A 84 85 89 95 à 98 617 627 628 636 | LANVALLAY | 22 | 2019 | 14,76 | 14,52 | 14,52 | | 0,24 | Tiers | BOUB02003 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02006 | A 8 9p 11 12 13 | LANVALLAY | 22 | | 4,91 | 4,75 | | 4,75 | 0,16 | Bande enherbée | BOUB02003 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02007 | A 958 | ST SAMSON SUR RANCE | 22 | | 0,75 | 0,00 | 0,00 | | 0,75 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02008 | A 80 81 | LANVALLAY | 22 | | 0,67 | 0,67 | 0,67 | | | | BOUB02040 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02009 | A 78 | LANVALLAY | 22 | | 0,18 | 0,18 | 0,18 | | | | BOUB02003 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02011 | B 31 143p | LANVALLAY | 22 | 2017 | 3,60 | 3,40 | 3,40 | | 0,2 | Tiers | BOUB02011 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02014 | C 834 | LANVALLAY | 22 | | 0,28 | 0,28 | 0,28 | | | | BOUB02052 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02015 | A 67 601 | LANVALLAY | 22 | | 0,35 | 0,22 | 0,22 | | 0,13 | Tiers | BOUB02003 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02016 | A 103 à 106 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 0,47 | 0,00 | | | 0,47 | Zones conchylicoles | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02017 | C 520 521p | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 0,45 | 0,45 | 0,45 | | | | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02018 | C 889 900 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 1,84 | 1,46 | 1,46 | | 0,38 | Zones conchylicoles | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02019 | C 878 à 880 882 884 885 1029p | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 1,15 | 0,47 | 0,47 | | 0,68 | Zones conchylicoles | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02020 | C 863 à 869P 871 à 876 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 1,69 | 0,00 | 0,00 | | 1,69 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02023 | ZD 188 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 0,92 | 0,00 | | | 0,92 | Zones conchylicoles | BOUB02011 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02024 | C 425 427 à 438 455 à 465 470 à 479 482 à 506 510 à 514 523 à 537 541 542 543 548 646 à 649 655 657 662 à 679 681 1457 1460 1472 1875 1878 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 19,45 | 0,00 | 0,00 | | 19,45 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02025 | c 27 28 37P à 44 1515 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 2,15 | 1,10 | 1,10 | | 1,05 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02026 | C 1374 1375 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 0,97 | 0,97 | 0,97 | | | | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02029 | A 31 à 36 50 à 66 69 à 76 78 à 92 94 97 à 99 264 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 6,84 | 0,00 | | | 6,84 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02030 | A 124 130 à 137 312 318 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 2,36 | 0,00 | | | 2,36 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02031 | A 188 à 191 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 0,66 | 0,00 | 0,00 | | 0,66 | Zones conchylicoles | BOUB02011 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02033 | A 110 111 112 117 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 0,33 | 0,00 | | | 0,33 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02034 | B 522p 523p à 531 533 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 2,64 | 2,56 | 2,56 | | 0,08 | Tiers | BOUB02011 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02037 | ZD 35 377p 378 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 3,66 | 0,00 | | | 3,66 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02011 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02038 | A 968 970 | ST SAMSON SUR RANCE | 22 | 2019 | 3,37 | 1,11 | 1,11 | | 2,26 | Zones conchylicoles | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02039 | C 419 420 421 422p 423p | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 0,31 | 0,00 | | | 0,31 | Zones conchylicoles | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02040 | A 172 1702p 1695 1710 1699p | LANVALLAY | 22 | 2018 | 2,78 | 2,78 | 2,78 | | | | BOUB02040 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02041 | A 1700 1701 1704 à 1707 1713 | LANVALLAY | 22 | | 2,53 | 2,53 | 2,53 | | | | BOUB02040 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02043 | ZC 54 55 86 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 2,12 | 1,98 | 1,98 | | 0,14 | Tiers | BOUB02011 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02051 | A 189 193 194 196 à 198 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | 2018 | 9,06 | 9,06 | 9,06 | | | | BOUB02051 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02052 | A 211 1179 1182 | LANVALLAY | 22 | 2016 | 1,34 | 1,33 | 1,33 | | 0,01 | Tiers | BOUB02052 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02054 | A 1682 1684 | LANVALLAY | 22 | | 1,69 | 1,69 | 1,69 | | | | BOUB02040 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02056 | A 123 130 à 133 134 157p 1376 | LANVALLAY | 22 | | 4,05 | 3,36 | 3,36 | | 0,69 | Tiers | BOUB02051 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02058 | A 184 1144 1148 | LANVALLAY | 22 | | 3,77 | 3,77 | 3,77 | | | | BOUB02040 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02059 | A 1269 | LANVALLAY | 22 | | 0,43 | 0,43 | 0,43 | | | | BOUB02040 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02060 | A 25 26 31 48 à 51 60 61 | LANVALLAY | 22 | | 12,64 | 12,61 | 12,61 | | 0,03 | Tiers | BOUB02052 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02061 | A 29 30p 33 34p | LANVALLAY | 22 | | 1,35 | 0,77 | 0,77 | | 0,58 | Cours d'eau | BOUB02052 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02062 | C 327 à 344 | LANVALLAY | 22 | | 1,63 | 1,63 | 1,63 | | | | BOUB02052 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02063 | C 300p 310 à 314 317 | LANVALLAY | 22 | | 2,50 | 2,02 | 2,02 | | 0,48 | Cours d'eau | BOUB02052 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02069 | C 17 18 19 | LANVALLAY | 22 | | 2,79 | 2,79 | 2,79 | | | | BOUB02051 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02070 | A 193 194 196 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 0,31 | 0,00 | | | 0,31 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02071 | A 180 181 | LA VICOMTE SUR RANCE | 22 | | 0,37 | 0,00 | | | 0,37 | Zones conchylicoles + Tiers | BOUB02038 |
| BOUETARD BENOIT | BOUB02077 | A 1653 | LANVALLAY | 22 | | 0,89 | 0,51 | 0,51 | | 0,38 | Tiers + Point d'eau | BOUB02040 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 139,09 | 84,69 | 79,94 | 4,75 | 54,40 | | |

EARL LES HERVELINES

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dpt | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | parcelle de référence |
|-----------------------|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----|--------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------------|-----------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04003 | ZD 44p 217p | ST HELEN | 22 | | 2,92 | 2,49 | | 2,49 | 0,43 | Tiers | BRJU04016 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04004 | ZD 229 259 | ST HELEN | 22 | | 2,37 | 2,06 | | 2,06 | 0,31 | Tiers | BRJU04016 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04005 | ZD 252 | ST HELEN | 22 | | 2,08 | 1,61 | | 1,61 | 0,47 | Tiers | BRJU04016 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04006 | ZE 38 | ST HELEN | 22 | | 0,53 | 0,53 | 0,53 | | | | BRJU04045 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04007 | ZA 66 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 2,21 | 2,21 | | 2,21 | | | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04008 | ZB 43p | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,31 | 1,25 | | | 0,06 | Tiers | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04009 | ZB 30 31 32 35 36p | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 4,03 | 3,58 | 3,58 | | 0,45 | Point d'eau + Cours d'eau + Tiers | BRJU04016 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04010 | ZB 27 ZC 2 4 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 7,21 | 6,38 | 6,38 | | 0,83 | Tiers + Point d'eau + Cours d'eau | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04012 | ZC 10p | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,01 | 0,60 | 0,60 | | 0,41 | Tiers | BRJU04016 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04014 | ZC 113 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,22 | 1,05 | | 1,05 | 0,17 | Tiers + Cours d'eau | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04015 | ZC 122 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,00 | 0,52 | 0,52 | | 0,48 | Cours d'eau + Tiers | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04016 | ZC 126 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | 2019 | 3,84 | 3,66 | 3,66 | | 0,18 | Tiers | BRJU04016 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04017 | ZD 3 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,15 | 0,95 | 0,95 | | 0,20 | Cours d'eau | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04018 | ZC 7 8 10 157 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | 2019 | 6,20 | 5,83 | 5,83 | | 0,37 | Tiers | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04019 | E 570 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 4,57 | 4,57 | 4,57 | | | | BRJU04016 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04020 | E 571 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 0,96 | 0,96 | 0,96 | | | | BRJU04016 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04021 | F 425 426 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 2,54 | 2,54 | 2,54 | | | | BRJU04022 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04022 | F480 482 à 496 498 500 à 503p 508p | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | 2019 | 10,56 | 10,53 | 10,53 | | 0,03 | Tiers | BRJU04022 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04023 | F 703 704 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 1,05 | 1,05 | 1,05 | | | | BRJU04045 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04024 | F 730 733p | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 0,48 | 0,48 | 0,48 | | | | BRJU04045 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04026 | ZO 87 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 1,17 | 1,01 | | 1,01 | 0,16 | Cours d'eau | BRJU04039 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04027 | G 645p 646 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 0,58 | 0,51 | 0,51 | | 0,07 | Cours d'eau | BRJU04022 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04031 | E 21 22 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 1,11 | 1,11 | | 1,11 | | | BRJU04022 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04034 | E 40 41 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 0,70 | 0,70 | 0,70 | | | | BRJU04022 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04035 | G 294 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 1,97 | 1,76 | | 1,76 | 0,21 | Tiers | BRJU04039 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04036 | AC 126 132 à 139 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 1,97 | 1,63 | 1,63 | | 0,34 | Tiers | BRJU04037 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04037 | G 323 332 333 359 360 361 367 794 799 807 809 811 813 817 819 821 823 825 827 829 831 833 835 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | 2019 | 8,09 | 8,08 | 8,08 | | 0,01 | Tiers | BRJU04037 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04038 | G 433 à 436 440 à 442 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 2,26 | 1,63 | 1,63 | | 0,63 | Tiers + Cours d'eau | BRJU04037 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04039 | G 448 449 450 456 457 458 459 469 à 479 482 483 486 487 490 492 747 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | 2019 | 5,83 | 5,75 | 5,75 | | 0,08 | Tiers | BRJU04039 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04040 | D 562 à 568 569 571 800 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 5,21 | 4,77 | 4,77 | | 0,44 | Tiers + Puits / Forage | BRJU04039 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04041 | G 613p à 618 519 629 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 3,55 | 2,95 | 2,95 | | 0,60 | Tiers | BRJU04022 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04045 | ZVC 52 53 102 | ST HELEN | 22 | 2019 | 10,90 | 10,90 | | 10,90 | | | BRJU04045 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04046 | ZC 81 | ST HELEN | 22 | | 1,51 | 1,51 | 1,51 | | | | BRJU04045 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04047 | ZX 3 | CORSEUL | 22 | | 3,94 | 3,69 | | 3,69 | 0,25 | Tiers | BRJU04045 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04048 | A 2 3 | AUCALEUC | 22 | | 4,87 | 4,65 | 4,65 | | 0,22 | Tiers | BRJU04051 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04049 | A 23 | AUCALEUC | 22 | | 0,67 | 0,67 | 0,67 | | | | BRJU04051 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04050 | ZY 24 83 | CORSEUL | 22 | | 8,90 | 8,48 | 8,48 | | 0,42 | Tiers | BRJU04051 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04051 | ZY 74 | CORSEUL | 22 | 2019 | 5,02 | 4,90 | 4,90 | | 0,12 | Tiers | BRJU04051 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04052 | M 543 à 548 550 551 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 3,23 | 3,00 | 3,00 | | 0,23 | Tiers | BRJU04037 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04054 | ZB 23 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 22 | | 1,00 | 1,00 | | 1,00 | | | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04055 | ZC 119p | ST PIERRE DE PLESGUEN | 22 | | 0,54 | 0,51 | 0,51 | | 0,03 | Tiers | BRJU04018 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04056 | D 534p 535 536 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 2,14 | 2,14 | 2,14 | | | | BRJU04039 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04058 | G 797 799 815 | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 0,54 | 0,31 | 0,31 | | 0,23 | Tiers | BRJU04037 |
| BRIGNON JEAN FRANCOIS | BRJU04059 | G 321 322 336p | PLEUDIHEN SUR RANCE | 22 | | 0,71 | 0,71 | 0,71 | | | | BRJU04037 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 133,65 | 125,22 | 95,08 | 30,14 | 8,43 | | |

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelle de référence |
|-------------------|--------------|---------------------------------------------------------|-----------------------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------------|------------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04002 | ZH 63 64 | ST HELEN | 22 | | 1,14 | 0,51 | 0,51 | | 0,63 | Tiers | FAUM04003 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04003 | D 861 862 863 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | 2019 | 6,66 | 6,66 | 6,66 | | | | FAUM04003 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04004 | D 895 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 2,62 | 1,74 | 1,74 | | 0,88 | Tiers | FAUM04005 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04005 | ZD 93 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | 2019 | 5,34 | 5,34 | 5,34 | | | | FAUM04005 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04006 | ZD 114 117 623p 624p | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 7,20 | 6,56 | 6,56 | | 0,64 | Tiers + Autres | FAUM04003 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04007 | ZD 96 183 185 187 189 191 193 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,97 | 1,42 | 1,42 | | 0,55 | Tiers + Cours d'eau | FAUM04003 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04008 | ZD 210 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 2,52 | 1,22 | 1,22 | | 1,30 | Bande enherbée + Tiers | FAUM04003 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04009 | ZE 105 795 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,75 | 0,61 | 0,61 | | 1,14 | Cours d'eau + Tiers | FAUM04005 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04010 | ZE 21 22 24 26 27 28 30 à 35 39 83 87p 88 91 96 à 99 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | 2019 | 24,45 | 20,77 | 20,77 | | 3,68 | Cours d'eau + Tiers + Point d'eau | FAUM04010 FAUM04005 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04011 | ZI 2 82 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 0,64 | 0,45 | 0,45 | | 0,19 | Cours d'eau + Tiers | FAUM04010 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04012 | ZD 81 à 84 125 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 2,84 | 2,50 | 2,50 | | 0,34 | Tiers | FAUM04010 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04013 | D 860 1704 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,70 | 1,29 | 1,29 | | 0,41 | Tiers | FAUM04003 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04014 | ZA 50 | PLESDER | 35 | | 1,32 | 1,32 | 1,32 | | | | FAUM04010 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04015 | D 895 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 0,97 | 0,97 | 0,97 | | | | FAUM04003 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04016 | ZH 30 31 32 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 2,61 | 1,63 | 1,63 | | 0,98 | Cours d'eau + Tiers | FAUM04010 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04017 | ZI 74 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 0,51 | 0,51 | 0,51 | | | | FAUM04010 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04018 | ZI 75 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 1,40 | 1,40 | 1,40 | | | | FAUM04010 |
| FAUVEL MICHEL | FAUM04019 | E 2070 1212 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 0,58 | 0,17 | 0,17 | | 0,41 | Tiers | FAUM04010 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 66,22 | 55,07 | 55,07 | 0,00 | 11,15 | | |

EARL de la SALLE

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelle de référence |
|-------------------|--------------|-----------------------------------------------------|-------------------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------------------|-----------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| FOUERE DAVID | FOUD01001 | B 1355 1357 1358 1531 1533 1535 | PLESDER | 35 | | 6,13 | 5,08 | 5,08 | | 1,05 | Bande enherbée + Tiers | FOUD01015 |
| FOUERE DAVID | FOUD01002 | YE 43 | PLEUGUENEUC | 35 | | 1,07 | 0,86 | 0,86 | | 0,21 | Tiers | FOUD01015 |
| FOUERE DAVID | FOUD01003 | YE 50 | PLEUGUENEUC | 35 | | 1,01 | 0,52 | 0,52 | | 0,49 | Bande enherbée + Cours d'eau + Tiers | FOUD01015 |
| FOUERE DAVID | FOUD01005 | D 114 118 à 121 562 564 592 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | 2008 | 8,53 | 8,51 | 8,51 | | 0,02 | Tiers | FOUD01005 |
| FOUERE DAVID | FOUD01006 | B 1587 | PLESDER | 35 | | 0,46 | 0,12 | 0,12 | | 0,34 | Tiers | FOUD02011 |
| FOUERE DAVID | FOUD01007 | B 263 à 279 283 à 286 1595 1600 1603 | PLESDER | 35 | | 8,37 | 7,39 | 7,39 | | 0,98 | Tiers | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01008 | E 302 | EVRAIN | 22 | | 0,63 | 0,63 | 0,63 | | | | FOUD01005 |
| FOUERE DAVID | FOUD01009 | B 138 148 149p | PLESDER | 35 | | 1,24 | 1,24 | 1,24 | | | | FOUD01005 |
| FOUERE DAVID | FOUD01010 | D 546 à 552 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | | 3,97 | 3,88 | 3,88 | | 0,09 | Bande enherbée | FOUD01019 |
| FOUERE DAVID | FOUD01011 | B 173 193 1538p | PLESDER | 35 | 2019 | 12,63 | 12,63 | 12,63 | | | | FOUD02011 |
| FOUERE DAVID | FOUD01012 | B 212 à 220 | PLESDER | 35 | | 5,18 | 5,10 | 5,10 | | 0,08 | | FOUD02011 |
| FOUERE DAVID | FOUD01013 | B 729 à 731 733 734p 758 767 1207 1208 | PLESDER | 35 | | 4,56 | 3,93 | 3,93 | | 0,63 | Point d'eau + Cours d'eau | FOUD01005 |
| FOUERE DAVID | FOUD01014 | D 333p 1496 1498 | PLESDER | 35 | | 2,61 | 2,50 | 2,50 | | 0,11 | Cours d'eau | FOUD01005 |
| FOUERE DAVID | FOUD01015 | YD 28 29 | PLEUGUENEUC | 35 | 2019 | 5,23 | 5,23 | 5,23 | | | | FOUD01015 |
| FOUERE DAVID | FOUD01016 | YB 10 | PLEUGUENEUC | 35 | | 0,71 | 0,66 | 0,66 | | 0,05 | | FOUD01015 |
| FOUERE DAVID | FOUD01017 | A 1232 1233 | PLESDER | 35 | | 3,21 | 3,21 | 3,21 | | | | FOUD01019 |
| FOUERE DAVID | FOUD01019 | C 1077 1108p 1549 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | 2018 | 8,42 | 7,38 | 7,38 | | 1,04 | Cours d'eau + Bande enherbée | FOUD01019 |
| FOUERE DAVID | FOUD01021 | ZD 24 121 | PLEUGUENEUC | 35 | | 1,29 | 0,80 | 0,80 | | 0,49 | Tiers | FOUD01015 |
| FOUERE DAVID | FOUD01022 | A 38 39 41 42 1598 | PLESDER | 35 | | 2,34 | 1,97 | 1,97 | | 0,37 | Tiers | FOUD01005 |
| FOUERE DAVID | FOUD01027 | A 182 à 187 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | | 1,91 | 1,91 | 1,91 | | | | FOUD01015 |
| FOUERE DAVID | FOUD01028 | A 210p 211 212 217 219 220 221 238 à 244 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | 2017 | 4,58 | 4,58 | 4,58 | | | | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01029 | B 129 à 134 148 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | | 2,65 | 2,65 | 2,65 | | | | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01030 | B 657 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | | 0,52 | 0,52 | 0,52 | | | | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01031 | A 1045 1049 1053 1057 1061 1063 1066 1071 1075 1079 | LANVALLAY | 22 | | 2,02 | 1,96 | 1,96 | | 0,06 | Tiers | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01032 | A 417 418 419 441 665 1567 1569 | LANVALLAY | 22 | | 1,37 | 1,06 | 1,06 | | 0,31 | Tiers | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01033 | A 499 510 511 514 952 | LANVALLAY | 22 | | 1,44 | 0,95 | 0,95 | | 0,49 | Tiers | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01034 | A 128 129 | LANVALLAY | 22 | | 0,79 | 0,57 | 0,57 | | 0,22 | Tiers | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01035 | A 945 | LANVALLAY | 22 | | 0,49 | 0,27 | 0,27 | | 0,22 | Tiers | FOUD01028 |
| FOUERE DAVID | FOUD01038 | C 476 479 1000 à 1004 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | | 1,87 | 1,61 | 1,61 | | 0,26 | Cours d'eau | FOUD01019 |
| FOUERE DAVID | FOUD01039 | C 996p 998p 999 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | | 1,32 | 1,32 | 1,32 | | | | FOUD01019 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 96,55 | 89,04 | 89,04 | 0,00 | 7,51 | | |

EARL LECHEVAISTRIER

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Zone homogène |
|-------------------|--------------|-----------------------------------------------------------|-------------------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|---------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11001 | A 705 707 720 à 723 726 1068 | LES CHAMPS GERAUX | 22 | 2015 | 5,76 | 5,52 | 5,52 | | 0,24 | Tiers | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11002 | A 574 575 578p | LE QUIOU | 22 | | 0,73 | 0,73 | 0,73 | | | | LECP11003 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11003 | B 59 à 65 266 à 271 273 à 279 281 695 696 870 à 873 | LE QUIOU | 22 | 2019 | 9,82 | 9,81 | 9,81 | | 0,01 | Tiers | LECP11003 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11004 | A 512 513 709 710 | LE QUIOU | 22 | | 2,19 | 2,19 | 2,19 | | | | LECP11005 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11005 | B 33 à 39 282 284 884 886 893 897 901 903 905 907 914 918 | LE QUIOU | 22 | 2019 | 5,85 | 5,19 | 5,19 | | 0,66 | Tiers | LECP11005 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11006 | A 597 703 | LE QUIOU | 22 | | 1,73 | 1,73 | 1,73 | | | | LECP11003 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11007 | A 310 311 314 à 318 629 à 631 751 | LE QUIOU | 22 | | 2,10 | 0,86 | 0,86 | | 1,24 | Cours d'eau + Tiers | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11008 | B 313 587 à 592 626 627 725 | LE QUIOU | 22 | | 0,94 | 0,81 | 0,81 | | 0,13 | Tiers | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11009 | A 353 à 357 373 374 375 679 962 965 967 969 | LE QUIOU | 22 | | 1,84 | 1,10 | | 1,1 | 0,74 | Tiers + Bande enherbée | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11010 | B132 à 135 259 à 264 579 676 | LE QUIOU | 22 | | 3,79 | 3,79 | 3,79 | | | | LECP11003 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11011 | A 610 611 670 671 | LE QUIOU | 22 | | 1,43 | 1,43 | 1,43 | | | | LECP11003 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11012 | A 480 481 518 755 760 802 | LE QUIOU | 22 | | 1,22 | 0,43 | 0,43 | | 0,79 | Tiers | LECP11005 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11014 | A 946 947 948 | LE QUIOU | 22 | | 0,97 | 0,97 | 0,97 | | | | LECP11005 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11015 | A 221 222 223p 648 651 | LE QUIOU | 22 | | 1,33 | 1,25 | 1,25 | | 0,08 | Tiers | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11016 | A 578p | LE QUIOU | 22 | | 1,40 | 1,35 | 1,35 | | 0,05 | Tiers | LECP11003 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11018 | B 320 321 322 323 325 762 763 | TREFUMEL | 22 | | 0,99 | 0,87 | | 0,87 | 0,12 | Bande enherbée + Tiers | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11019 | B 351 366 721 723 724p | LE QUIOU | 22 | | 2,31 | 2,08 | | 2,08 | 0,23 | Bande enherbée | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11020 | B 40 à 51 53 73 à 77 | TREFUMEL | 22 | | 4,08 | 3,65 | 3,65 | | 0,43 | Tiers | LECP11021 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11021 | B 380 382 à 385 388 à 392 766 862 877 878p | TREFUMEL | 22 | 2019 | 16,14 | 15,63 | | 15,63 | 0,51 | Bande enherbée + Tiers | LECP11021 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11022 | B 378 379 | TREFUMEL | 22 | | 1,19 | 1,01 | | 1,01 | 0,18 | Bande enherbée | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11023 | B 473p 474 | TREFUMEL | 22 | | 0,82 | 0,38 | 0,38 | | 0,44 | Tiers | LECP11005 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11024 | B 26 | TREFUMEL | 22 | | 0,82 | 0,55 | 0,55 | | 0,27 | Tiers | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11025 | B 408 409 410 411 412 413p | TREFUMEL | 22 | | 0,95 | 0,00 | 0,00 | | 0,95 | PPC | LECP11005 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11027 | B 185p 253p | TREFUMEL | 22 | | 6,29 | 5,65 | | 5,65 | 0,64 | Bande enherbée | LECP11001 |
| LECHEVAISTRIER, P | LECP11030 | B 387p 724p 413p 728 | TREFUMEL | 22 | | 0,88 | 0,00 | 0,00 | | 0,88 | PPC | LECP11005 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 75,57 | 66,98 | 40,64 | 26,34 | 8,59 | | |

GAEC LEMOINE

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelle de référence |
|-------------------|--------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|-----------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1023 | ZL 52 53 54 268 | PLOUER SUR RANCE | 22 | 2018 | 7,94 | 7,69 | 7,69 | | 0,25 | Tiers | LEMDO1023 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1024 | ZL 22 23 261 266 291 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 1,72 | 0,94 | 0,94 | | 0,78 | Tiers | LEMDO1023 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1025 | ZL 43p 49p 68 69 | PLOUER SUR RANCE | 22 | 2019 | 7,72 | 6,81 | 6,81 | | 0,91 | Cours d'eau + Tiers | LEMDO1025 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1028 | ZM 10 11 98 99 100 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 5,59 | 5,27 | 5,27 | | 0,32 | Tiers | LEMDO1023 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1031 | F 369p 370 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 2,96 | 2,92 | 2,92 | | 0,04 | Tiers | LEMDO1039 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1032 | F 342 à 345 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 3,62 | 3,62 | 3,62 | | | | LEMDO1039 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1035 | E 305 306 601 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 2,27 | 2,27 | 2,27 | | | | LEMDO1025 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1037 | E 379 à 383 385 à 388 390 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 7,11 | 6,78 | 6,78 | | 0,33 | Tiers | LEMDO1025 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1038 | E 519 520 521 522 786 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 1,16 | 0,51 | 0,51 | | 0,65 | Tiers | LEMDO1039 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1039 | E 423 à 431 493 à 496 | PLOUER SUR RANCE | 22 | 2015 | 4,20 | 4,04 | 4,04 | | 0,16 | Tiers | LEMDO1039 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1040 | ZM 79 80 81 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 0,62 | 0,39 | 0,39 | | 0,23 | Tiers | LEMDO1023 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1044 | E 110 à 118 122p 123 124p à 125p 796p à 800p 802p 804p 806p 808p 810p | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 2,51 | 2,20 | 2,20 | | 0,31 | Tiers | LEMDO1039 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1047 | E 229 à 232 234 235 728 729 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 1,62 | 1,23 | 1,23 | | 0,39 | Tiers | LEMDO1025 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1052 | E 529 à 532 551 à 554 660 661 732 733 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 2,29 | 1,70 | 1,70 | | 0,59 | Tiers | LEMDO1039 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1053 | F 1 3 4 5 6 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 0,96 | 0,76 | 0,76 | | 0,20 | Tiers | LEMDO1039 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1054 | E 173 174 175 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 0,73 | 0,73 | 0,73 | | | | LEMDO1025 |
| LEMOINE DIDIER | LEMDO1055 | ZE 18 | PLOUER SUR RANCE | 22 | | 1,40 | 0,65 | 0,65 | | 0,75 | Tiers | LEMDO1023 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 54,42 | 48,51 | 48,51 | | 5,91 | | |

GAEC DE LA VILLE HAMON

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | parcelle de référence |
|-------------------|--------------|----------------------------------------|-----------------------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|-----------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| LEPERE FREDDY | LEPF02001 | ZC 279 281 | ST HELEN | 22 | | 1,22 | 1,22 | 1,22 | | | | LEPF02003 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02002 | ZH 1 | ST HELEN | 22 | | 1,88 | 1,88 | 1,88 | | | | LEPF02020 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02003 | ZI 46 à 51 63 54 55 | ST HELEN | 22 | 2018 | 7,45 | 7,07 | 7,07 | | 0,38 | Cours d'eau | LEPF02003 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02004 | E 1504 2422 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 2,16 | 1,59 | 1,59 | | 0,57 | Tiers + Point d'eau | LEPF02027 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02005 | ZC 123 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 0,74 | 0,42 | 0,42 | | 0,32 | Cours d'eau | LEPF02024 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02006 | ZD 49p 50p | ST PIERRE DE PLESQUEN | 22 | | 2,32 | 2,32 | 2,32 | | | | LEPF02027 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02007 | ZE 16 | ST HELEN | 22 | | 0,88 | 0,00 | | | 0,88 | | LEPF02003 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02008 | ZE 21 à 25 27 | ST HELEN | 22 | | 3,90 | 0,00 | | | 3,90 | | LEPF02003 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02009 | ZE 34 37 | ST HELEN | 22 | | 1,67 | 1,67 | 1,67 | | | | LEPF02003 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02014 | ZH 62 69 72 73 142 143 404 407 408 410 | ST HELEN | 22 | 2015 | 11,22 | 10,43 | 10,43 | | 0,79 | Tiers | LEPF02014 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02015 | ZH 84 85 86 | ST HELEN | 22 | | 1,00 | 0,70 | 0,70 | | 0,30 | Tiers | LEPF02020 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02016 | ZH 89 | ST HELEN | 22 | | 0,86 | 0,86 | 0,86 | | | | LEPF02020 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02017 | ZH 109 126 127 131 à 135 | ST HELEN | 22 | | 3,98 | 3,98 | 3,98 | | | | LEPF02020 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02018 | ZH 119 120 121 123 124p 145 | ST HELEN | 22 | | 2,00 | 2,00 | 2,00 | | | | LEPF02020 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02019 | ZH 346p 347 à 350 354p 355 | ST HELEN | 22 | | 3,31 | 2,50 | 2,50 | | 0,81 | Tiers | LEPF02014 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02020 | ZI 62 104 | ST HELEN | 22 | 2019 | 4,47 | 4,47 | 4,47 | | | | LEPF02020 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02022 | ZH 24 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 4,31 | 3,33 | 3,33 | | 0,98 | Cours d'eau + Tiers | LEPF02027 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02023 | ZI 12 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 2,28 | 2,28 | 2,28 | | | | LEPF02027 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02024 | ZC 136p 142p 143p | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | 2017 | 5,41 | 5,24 | 5,24 | | 0,17 | Tiers | LEPF02024 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02025 | ZD 2 E 505p | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 1,22 | 0,96 | 0,96 | | 0,26 | Cours d'eau | LEPF02014 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02026 | ZD 4 5 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 1,35 | 0,79 | 0,79 | | 0,56 | Cours d'eau + Tiers | LEPF02014 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02027 | ZD 119 159 161 163 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | 2016 | 7,24 | 6,04 | 6,04 | | 1,20 | Cours d'eau + Tiers | LEPF02027 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02028 | ZE 2 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 0,63 | 0,37 | 0,37 | | 0,26 | Tiers + Cours d'eau | LEPF02014 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02029 | ZD 53 à 56 63 D 595 1518 1520 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 4,43 | 3,57 | 3,57 | | 0,86 | Tiers | LEPF02027 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02030 | ZH 110 111 112 124p | ST HELEN | 22 | | 1,34 | 1,18 | 1,18 | | 0,16 | Tiers | LEPF02020 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02031 | ZH 140 | ST HELEN | 22 | | 0,51 | 0,51 | 0,51 | | | | LEPF02020 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02032 | ZC 63 84 86 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 10,19 | 10,19 | 10,19 | | | | LEPF02024 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02033 | D 263 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 0,69 | 0,69 | 0,69 | | | | LEPF02024 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02034 | D 259 260 261 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 0,87 | 0,81 | 0,81 | | 0,06 | Tiers | LEPF02024 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02036 | D 445 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 0,41 | 0,41 | 0,41 | | | | LEPF02024 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02037 | ZE 91 | ST HELEN | 22 | | 0,47 | 0,47 | 0,47 | | | | LEPF02003 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02038 | E 1233 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 0,42 | 0,42 | 0,42 | | | | LEPF02027 |
| LEPERE FREDDY | LEPF02039 | ZC 115 | ST PIERRE DE PLESQUEN | 35 | | 1,49 | 0,83 | 0,83 | | 0,66 | Tiers | LEPF02024 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 92,32 | 79,20 | 79,20 | | 0,00 | | 13,12 |

EARL de la CROIX DE FRENE

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Type de sol |
|-------------------|--------------|---------------------------|-----------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|-------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| LORRE GILLES | LORG03005 | ZA 6 à 10 289 291 ZA 306 | ST HELEN | 22 | 2016 | 12,58 | 11,94 | 11,94 | | 0,64 | Tiers + Cours d'eau | LORG03005 |
| LORRE GILLES | LORG03010 | ZA 70 à 74 76 170 172 174 | ST HELEN | 22 | 2017 | 9,88 | 9,39 | 9,39 | | 0,49 | Tiers | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03035 | ZD 41 | ST HELEN | 22 | | 0,66 | 0,66 | 0,66 | | | | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03036 | ZD 68 74p | ST HELEN | 22 | | 2,22 | 2,07 | 2,07 | | 0,15 | Tiers | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03043 | C 558 à 560 | LANVALLAY | 22 | | 0,91 | 0,91 | 0,91 | | | | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03044 | C 27p 28 29 | LANVALLAY | 22 | | 0,33 | 0,33 | 0,33 | | | | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03045 | C 30 à 35 564 565 | LANVALLAY | 22 | | 1,00 | 1,00 | 1,00 | | | | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03046 | C 509 515 641 873 | LANVALLAY | 22 | | 3,03 | 2,59 | 2,59 | | 0,44 | Tiers | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03050 | A 480 481 | LANVALLAY | 22 | | 0,41 | 0,41 | 0,41 | | | | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03052 | C 371 372 373 | LANVALLAY | 22 | | 0,29 | 0,29 | 0,29 | | | | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03053 | C 231 | LANVALLAY | 22 | | 0,45 | 0,45 | 0,45 | | | | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03054 | C 222 223 224 | LANVALLAY | 22 | | 0,66 | 0,66 | 0,66 | | | | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03056 | C 426 427 | LANVALLAY | 22 | | 0,62 | 0,60 | 0,60 | | 0,02 | Tiers | LORG03010 |
| LORRE GILLES | LORG03060 | C 12 à 14 507 872 | LANVALLAY | 22 | | 7,50 | 7,50 | 7,50 | | | | LORG03005 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 40,54 | 38,80 | 38,80 | 0,00 | 1,74 | | |

EARL NIVOL

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelle de référence |
|-------------------|--------------|-----------------------|-------------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|-----------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| NIVOL MICHEL | NIVM02001 | YD 23 | PLEUGUENEUC | 35 | | 1,03 | 0,81 | 0,81 | | 0,22 | Tiers | NIVM02002 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02002 | YE 71p 21 ZD 15 17 18 | PLEUGUENEUC | 35 | 2019 | 13,38 | 12,28 | 12,28 | | 1,10 | Tiers | NIVM02002 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02003 | ZB 25 26 157 | PLEUGUENEUC | 35 | | 4,46 | 4,39 | 4,39 | | 0,07 | Tiers | NIVM02009 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02004 | ZB 47 48 | PLEUGUENEUC | 35 | 2019 | 6,58 | 6,31 | 6,31 | | 0,27 | Bande enherbée | NIVM02004 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02005 | ZC 37 | PLEUGUENEUC | 35 | | 0,91 | 0,86 | 0,86 | | 0,05 | Bande enherbée | NIVM02009 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02007 | ZC 59 60 169p | PLEUGUENEUC | 35 | | 4,78 | 4,63 | 4,63 | | 0,15 | Tiers + Bande enherbée | NIVM02004 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02008 | ZE 91 92 93 | PLEUGUENEUC | 35 | | 1,61 | 1,61 | 1,61 | | | | NIVM02009 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02009 | ZE 241 242 262 | PLEUGUENEUC | 35 | 2019 | 4,55 | 4,51 | 4,51 | | 0,04 | Tiers | NIVM02009 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02011 | ZB 135 | PLEUGUENEUC | 35 | | 0,31 | 0,31 | 0,31 | | | | NIVM02009 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02014 | ZC 7 8 | PLEUGUENEUC | 35 | | 2,07 | 1,80 | 1,80 | | 0,27 | Bande enherbée | NIVM02004 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02015 | ZC 11 12 13 | PLEUGUENEUC | 35 | | 2,49 | 2,49 | 2,49 | | | | NIVM02004 |
| NIVOL MICHEL | NIVM02016 | ZD 123 | PLEUGUENEUC | 35 | | 0,97 | 0,97 | 0,97 | | | | NIVM02009 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 43,14 | 40,97 | 40,97 | 0,00 | 2,17 | | |

GAEC DE LA TEILLERE

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelles de référence |
|-------------------|--------------|-------------------------------------------------|-----------------------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|------------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| ROUAULT Dominique | ROUD06001 | A 1043 1044 1046 1047 1048 1049p 1050 1051 1287 | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | 2016 | 29,00 | 28,54 | 28,54 | | 0,46 | Tiers | ROUD06001 ROUD06007 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06002 | D 720p 721 722 | MEILLAC | 35 | | 1,74 | 1,57 | 1,57 | | 0,17 | Tiers + Bande enherbée | ROUD06005 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06004 | A 1029p 1030 1031 1034p 1036 1037p | ST PIERRE DE PLESGUEN | 35 | | 5,90 | 5,33 | 5,33 | | 0,57 | Bande enherbée + Cours d'eau | ROUD06001 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06005 | G 449 451 | LE TRONCHET | 35 | 2016 | 6,18 | 6,18 | 6,18 | | | | ROUD06005 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06006 | G 448 449p | LE TRONCHET | 35 | | 1,72 | 1,62 | 1,62 | | 0,10 | Tiers | ROUD06005 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06007 | G 2 394 416 437 | LE TRONCHET | 35 | 2018 | 4,40 | 3,74 | 3,74 | | 0,66 | Tiers | ROUD06007 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06008 | G 431 510 | LE TRONCHET | 35 | | 0,34 | 0,34 | | 0,34 | | | ROUD06007 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06009 | G 350 355 230 231p 461 462 | LE TRONCHET | 35 | | 2,41 | 2,41 | | 2,41 | | | ROUD06005 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06011 | I 529 | LE TRONCHET | 35 | | 1,50 | 1,50 | 1,50 | | | | ROUD06014 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06012 | I 536p 537p | MINIAC MORVAN | 35 | | 1,59 | 1,59 | | 1,59 | | Bande enherbée | ROUD06014 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06013 | I 538p 541p | MINIAC MORVAN | 35 | | 1,49 | 1,34 | | 1,34 | 0,15 | Bande enherbée | ROUD06014 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06014 | I 540 541P 542 544 553 558 559 561 565 571 | MINIAC MORVAN | 35 | 2018 | 15,02 | 15,00 | 15,00 | | 0,02 | Tiers | ROUD06014 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06015 | B 317p 318 319 320 755 | COMBOURG | 35 | | 2,17 | 2,01 | 2,01 | | 0,16 | Point d'eau | ROUD06005 |
| ROUAULT Dominique | ROUD06016 | B 5 757 | COMBOURG | 35 | | 1,05 | 1,05 | 1,05 | | | | ROUD06005 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 74,51 | 72,22 | 66,54 | 5,68 | 2,29 | | |

| Agriculteur | Réf Parcelle | Réf. cadastrales | Commune | Dept | Parc. de réf | Surf. tot (ha) | SPE (ha) | Aptitudes | | | Cause d'exclusion | Parcelle de référence |
|--------------------|--------------|----------------------------------|-----------|------|--------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|-----------------------|
| | | | | | | | | Surface Apt. 2 | Surface Apt. 1 | Surface Apt. 0 | | |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03001 | C 465p 477 478p 481 482 | LANVALLAY | 22 | | 3,15 | 2,74 | 2,74 | | 0,41 | Tiers | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03002 | A 282 à 285 299 565 575p 729 744 | LANVALLAY | 22 | | 3,98 | 2,34 | 2,34 | | 1,64 | Tiers | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03003 | A 482p | LANVALLAY | 22 | 2016 | 1,05 | 0,56 | 0,56 | | 0,49 | Puits / Forage + Tiers | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03004 | A 475 476 477 528 | LANVALLAY | 22 | | 2,20 | 1,94 | 1,94 | | 0,26 | Tiers + Bande enherbée | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03005 | C 904p | LANVALLAY | 22 | | 2,95 | 2,38 | 2,38 | | 0,57 | Tiers | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03006 | A 732 | LANVALLAY | 22 | | 0,75 | 0,40 | 0,40 | | 0,35 | Tiers | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03007 | A 1604 | LANVALLAY | 22 | | 1,15 | 0,86 | 0,86 | | 0,29 | Tiers | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03008 | C 40 562 | LANVALLAY | 22 | | 0,68 | 0,53 | 0,53 | | 0,15 | Tiers | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03009 | C 608p | LANVALLAY | 22 | | 0,82 | 0,74 | 0,74 | | 0,08 | Tiers | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03010 | C 698 741 | LANVALLAY | 22 | | 1,98 | 1,68 | 1,68 | | 0,30 | Tiers | ROUC03014 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03011 | C 706 | LANVALLAY | 22 | | 2,00 | 2,00 | 2,00 | | | | ROUC03014 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03012 | C 430 | LANVALLAY | 22 | | 1,32 | 1,25 | 1,25 | | 0,07 | Tiers | ROUC03014 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03013 | C 225 226 227 228 230 | LANVALLAY | 22 | | 0,81 | 0,81 | 0,81 | | | | ROUC03014 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03014 | C 202 203 219 220 221 | LANVALLAY | 22 | 2017 | 2,16 | 2,16 | 2,16 | | | | ROUC03014 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03015 | C 356 359 à 362 790 | LANVALLAY | 22 | | 1,76 | 1,76 | 1,76 | | | | ROUC03014 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03017 | A 313 314 316 à 319 907 | LANVALLAY | 22 | | 2,97 | 2,65 | 2,65 | | 0,32 | Tiers | ROUC03014 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03018 | A 440 | LANVALLAY | 22 | | 0,94 | 0,75 | 0,75 | | 0,19 | Bande enherbée | ROUC03003 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03019 | A 429 435 1109 1110 | LANVALLAY | 22 | 2017 | 4,39 | 3,72 | 3,72 | | 0,67 | Puits / Forage + Tiers | ROUC03019 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03020 | A 1515p | LANVALLAY | 22 | | 1,25 | 0,95 | 0,95 | | 0,30 | Tiers | ROUC03019 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03021 | A 344 346 1652 | LANVALLAY | 22 | | 3,51 | 3,36 | 3,36 | | 0,15 | Tiers | ROUC03014 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03022 | A 349 350 353 1521 | LANVALLAY | 22 | | 3,65 | 3,11 | 3,11 | | 0,54 | Tiers | ROUC03019 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03023 | A 370 371 | LANVALLAY | 22 | | 1,02 | 0,61 | 0,61 | | 0,41 | Tiers | ROUC03019 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03024 | B 191 381 967 969 | LANVALLAY | 22 | | 4,55 | 3,18 | 3,18 | | 1,37 | Tiers | ROUC03019 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03026 | B 188 189 201 202 230p à 234 | LANVALLAY | 22 | | 4,95 | 4,66 | 4,66 | | 0,29 | Tiers + Bande enherbée | ROUC03019 |
| ROUILLE CHRISTOPHE | ROUC03027 | C 461 | LANVALLAY | 22 | | 1,21 | 0,73 | 0,73 | | 0,48 | Tiers | ROUC03003 |
| SOUS TOTAL | | | | | | 55,20 | 45,87 | 45,87 | 0,00 | 9,33 | | |

Direction départementale des territoires et de la mer des
Côtes d'Armor

22-2020-04-20-001

Arrêté préfectoral du 20/4/2020 portant prescriptions
spécifiques à déclaration en application de l'article L.
214-3 du code de l'environnement relative au plan
d'épandage des boues issues du curage des lagunes de
PLERNEUF.

PRÉFET DES CÔTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service
environnement

Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relative au plan d'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF

Leff Armor Communauté

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 et suivants, l'article L. 216-3, les articles L. 171-6 à 8 et L. 173-1, les articles R. 211-25 à R. 211-47 et les articles R. 214-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1110 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 24 août 2017 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 autorisant le raccordement du réseau de PLERNEUF au système d'assainissement de Saint-Brieuc Armor Agglomération rendu effectif le 7 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables dans le département des Côtes-d'Armor pour la réalisation, l'entretien et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Pierre BESSIN, directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor ;

VU l'arrêté portant modification des statuts de la communauté de communes de Leff Armor Communauté du 21 décembre 2018 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la baie de Saint-Brieuc approuvé le 30 janvier 2014 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Argoat-Trégor-Goëlo approuvé le 21 avril 2017 ;

VU les pièces du dossier présenté à l'appui dudit projet, ainsi que le porter à connaissance transmis le 17 décembre 2019 par Leff Armor Communauté relatif à la vidange des surnageants des lagunes ;

VU la demande de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 13 janvier 2020 présentée par Leff Armor Communauté, enregistrée sous le n° D 20/005 boues et relative à l'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF sur les communes de PLERNEUF, LE MERZER et PLOUVARA ;

VU les observations du maître d'ouvrage du 2 mars 2020 sur le projet d'arrêté que la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor lui a transmis par courrier du 30 janvier 2020 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté ont pour objectif de faire respecter les orientations du SDAGE Loire-Bretagne et de garantir les intérêts visés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les communes de PLERNEUF, LE MERZER et PLOUVARA sont situées en zone vulnérable au titre de la directive « nitrates » 91/676/CEE du 12 décembre 1991 ;

CONSIDÉRANT que l'épandage des boues issues du curage des lagunes doit être encadré ainsi que la gestion des eaux usées durant la période de curage ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Objet et bénéficiaire de l'arrêté

Il est donné acte au président de Leff Armor Communauté, identifié dans le présent arrêté comme le maître d'ouvrage, de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant l'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF sur les communes de PLERNEUF, LE MERZER et PLOUVARA.

Ces travaux relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des opérations soumises à déclaration annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

| rubrique de la nomenclature | nature – volume des activités | régime |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 2.1.3.0 | Épandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes : - Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an | déclaration |

ARTICLE 2 : Gisement et stockage des boues

Le gisement et les caractéristiques des boues épandues figurent en annexe 1.

Toutes les dispositions sont prises pour minimiser les nuisances susceptibles d'être générées par les éventuels ouvrages de stockage envers le voisinage et de prévenir la pollution des eaux ou des sols.

ARTICLE 3 : Destination des boues

La totalité du gisement de boues est valorisée par épandage, soit 147 t matières sèches (MS). La DDTM des Côtes-d'Armor doit être informée de toute modification de destination.

ARTICLE 4 : Fréquence des analyses

La fréquence des analyses des boues épandues est conforme à l'arrêté du 8 janvier 1998 et le nombre d'analyses respecte les dispositions suivantes :

| Paramètres | Lagune 1 | Lagune 2 | Lagune 3 |
|---------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Siccité | 1 prélèvement pour 100 m ³ afin de réaliser 1 échantillon moyen final représentant 500 m ³ | 1 prélèvement pour 100 m ³ afin de réaliser 1 échantillon moyen final représentant 500 m ³ | 1 prélèvement pour 100 m ³ afin de réaliser 1 échantillon moyen final représentant 500 m ³ |
| Valeur agronomique | | | |
| Éléments traces | 2 | 1 (plus si les résultats lors de la bathymétrie étaient proches des limites réglementaires) | 0 |
| Composés organiques | 1 | 0 (plus si les résultats lors de la bathymétrie étaient proches des limites réglementaires) | 0 |

ARTICLE 5 : Documents de suivi

Un registre d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de la DDTM des Côtes-d'Armor et régulièrement transmis aux agriculteurs, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de boues épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les boues avec les dates de prélèvements et des mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant agricole doit pouvoir justifier à tout moment, de la localisation des produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Le producteur de boues adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1, la synthèse du registre des épandages sous format électronique via l'application SILLAGE ou sous format papier (dans le cas où l'application ne serait pas opérationnelle dans ce délai).

Le producteur de boues adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1, un rapport de fin de travaux en format papier où seront indiqués notamment :

- * le résultat des analyses des boues réalisées lors du curage ;
- * le résultat des analyses de sols des points de référence conformément à l'article 15 de l'arrêté du 8 janvier 1998, suite aux ultimes épandages réalisés dans le cadre de cet arrêté ;
- * les résultats du suivi milieu ;
- * le descriptif du protocole mis en place ;
- * le bilan agronomique des parcelles où se situent les points de référence (ensemble de tous les apports azotés).

ARTICLE 6 : Épandage des boues

La DDTM des Côtes-d'Armor est avertie de la date prévisionnelle des travaux de curage, quinze jours avant ceux-ci, avec confirmation, deux jours avant, par courriel.

Les opérations d'épandage des boues produites sont conduites de manière à valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les boues et à éviter toute pollution des eaux. Elles sont réalisées conformément au présent arrêté, à l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur, ainsi qu'à l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.

Un contrat à jour liant le maître d'ouvrage, l'exploitant et chaque agriculteur concernés doit permettre de justifier en tout temps de l'accord des utilisateurs de boues pour la mise à disposition de leurs parcelles et des obligations respectives des signataires.

Des bordereaux de livraison signés par le producteur de boues et par l'agriculteur doivent être remis à l'occasion de chaque livraison. Ils sont conservés dix ans par le maître d'ouvrage et cinq ans par l'agriculteur.

ARTICLE 7 : Zone d'épandage autorisée

L'épandage est pratiqué sur une superficie totale de 35,43 ha (dont 31,16 ha épandables) sur les communes de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER, sur les parcelles des agriculteurs reconnues aptes à l'épandage dans l'étude préalable présentée par le maître d'ouvrage et dont la liste est présentée en annexe 2.

Le plan d'épandage est aussi enregistré sous le n° SIL-022-2020-0002 dans la plate-forme SILLAGE.

ARTICLE 8 : Dose d'apport

La dose d'apport des boues, sur ou dans le sol, doit respecter les conditions suivantes :

- elle est calculée sur une période appropriée par rapport au niveau de fertilité des sols et aux besoins nutritionnels des plantes en éléments fertilisants, notamment le phosphore et l'azote, en tenant compte des autres apports ;
- elle est, en tout état de cause, au plus égale à 3 kg MS/m² sur 10 ans.

Les apports doivent en outre respecter les contraintes réglementaires locales, et notamment le programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

ARTICLE 9 : Conditions de vidange

Le lagunage n'étant plus en service depuis décembre 2011, l'évacuation de la lame d'eau claire est réalisée à compter de fin janvier à un débit maximum de 48 m³/j vers le ruisseau du Merlet. Le volume à évacuer est estimé à 4 200 m³ correspondant à trois mois de pompage.

La DDTM des Côtes-d'Armor et le service départemental des Côtes-d'Armor de l'Office français de la biodiversité (OFB) devront être informés quinze jours avant le début de la vidange.

9.1 - Surveillance du milieu durant la phase de vidange

La qualité du rejet sera surveillée par la réalisation d'analyses.

Un contrôle journalier (une fois par jour) par bandes tests sera réalisé sur les paramètres NH₄⁺ et NO₂⁻ dans le cours d'eau récepteur 10 m à l'amont et 50 mètres à l'aval du rejet ainsi que sur l'oxygène dissous.

L'opération de vidange devra être arrêtée dès que les concentrations suivantes seront atteintes dans le cours d'eau :

- NH₄⁺ : 1 mg/l
- NO₂⁻ : 0,5 mg/l

et que la teneur en oxygène dissous descendra en dessous de 6 mg/l.

La DDTM des Côtes-d'Armor et le service départemental des Côtes-d'Armor de l'OFB seront alors avertis immédiatement.

À tout moment, les eaux restituées ne devront nuire ni à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire conformément à l'article L. 432-2 du code de l'environnement.

L'ensemble des résultats bruts sera transmis huit jours maximum, après la fin de l'opération, à la DDTM des Côtes-d'Armor et au service départemental des Côtes-d'Armor de l'OFB.

ARTICLE 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le maître d'ouvrage est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet et à la DDTM des Côtes-d'Armor, les accidents ou incidents intéressant l'exécution de ce plan d'épandage faisant l'objet du présent arrêté, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou le maître d'ouvrage doivent prendre ou faire prendre toute disposition nécessaire pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 11 : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 27 mai 1988 autorisant le fonctionnement du système d'assainissement de PLERNEUF est abrogé à la fin de la période d'observation après mise en service de la nouvelle station d'épuration de PLERNEUF.

ARTICLE 12 : Modification

A) Toute modification apportée au plan d'épandage, aux ouvrages, aux installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

B) Une modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le maître d'ouvrage, postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté.

C) Elle peut également être imposée par le préfet.

Le plan d'épandage, objet du présent arrêté, est exploité conformément au contenu du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification est saisie sous l'application SILLAGE.

ARTICLE 13 : Dispositions diverses

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève de l'article R. 216-12 et des articles L. 171-6 à 8 et L. 173-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 14 : Publication et information

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie des communes de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Argoat-Trégor-Goëlo et SAGE baie de Saint-Brieuc et au siège de Leff Armor Communauté.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor, durant une durée d'au moins six mois.

ARTICLE 15 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré au Tribunal administratif de RENNES :

1°/ par le maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2°/ par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairies de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre le présent arrêté, l'autorité administrative compétente en informe le maître d'ouvrage pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 122-1 et L. 411-6 du code des relations entre le public et l'administration.

Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus mentionnés.

Les tiers peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 16 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental des Côtes-d'Armor de l'Office français de la biodiversité et les maires des communes de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public en mairies de PLERNEUF, PLOUVARA, LE MERZER et au siège de Leff Armor Communauté.

Fait à Saint-Brieuc, le 20 avril 2020

Pour le Préfet et par délégation,
le directeur départemental des territoires et de la mer,



Pierre BESSIN

Annexe 1 à l'arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
relative au plan d'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF

Le périmètre est établi par l'étude préalable pour valoriser un gisement de boues de :

| | unités | quantités maximales |
|-----------|----------------------------------|---------------------|
| Azote | kg NtK | 1 596 |
| Phosphore | kg P ₂ O ₅ | 1 213 |
| Potasse | kg K ₂ O | 190 |

Les apports autorisés sont fixés dans le tableau ci-dessous. Considérant les variations interannuelles des assolements des exploitations, ces apports correspondent à une moyenne par exploitation calculée sur 5 ans. La variation annuelle tolérée par exploitation en terme d'apport de N et P est fixée à plus ou moins 20 % par rapport à la moyenne indiquée ci-dessous, dès lors que le respect de l'équilibre de la fertilisation sur l'ensemble de la SAU de l'exploitant est démontré.

| Exploitants | Apports maxi par les boues | |
|--------------------------------------|----------------------------|-----------------|
| | Azote en kg | Phosphore en kg |
| EARL de la Belle Issue - PLERNEUF | 466 | 213 |
| EARL Coat Mohan - LE MERZER | 1 130 | 1 000 |
| <i>Total</i> | <i>1 596</i> | <i>1 213</i> |

Les caractéristiques estimées du gisement des boues produites par la station d'épuration et concernées par le plan d'épandage sont les suivantes :

| | unités | quantités |
|---------------|----------------|-----------|
| Matière sèche | t MS | 147 |
| Volume | m ³ | 2 105 |
| Siccité | % | 7 |

Annexe 2 à l'arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
relative au plan d'épandage des boues issues du curage des lagunes de PLERNEUF

Liste des agriculteurs, des points de référence et des parcelles agricoles

- EARL de Balle Issue (M. TANGUY Olivier) - Belle Issue - 22170 PLERNEUF
Point de référence : TAN 16

- EARL Coat Mohan (M. KERGUS Stéphane) - Coat Mohan - 22200 LE MERZER
Point de référence : KER 06

Etat-major interministériel de la zone de défense et de
sécurité Ouest

22-2020-04-15-002

PREF35_EMZ20041510420



PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST

Arrêté n° 2020-11

portant approbation du document ORSEC « RETAP RESEAUX », relatif au rétablissement et à l'approvisionnement d'urgence des réseaux électricité, communications électroniques, eaux, gaz et hydrocarbures de la zone de défense et de sécurité Ouest

La préfète de la région Bretagne,
préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest,
préfète d'Ille-et-Vilaine,

Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le code de la défense et notamment ses articles R 1311-1 et suivants relatifs aux pouvoirs du préfet de zone de défense et sécurité ;
- VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles R 122-1 et suivants relatifs aux pouvoirs du préfet de zone de défense et sécurité ;
- VU** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L 741-1 et suivants et R 741-1 et suivants relatifs aux plans ORSEC ;
- VU** l'arrêté n° 18-42 du 26 juillet 2018 portant approbation du contrat territorial de réponses aux risques et aux effets des menaces ;
- SUR** proposition de Mme la préfète déléguée pour la défense et la sécurité.

ARRÊTE :

Article 1 : Le document ORSEC Retap réseaux de la zone de défense et de sécurité Ouest est approuvé.

Article 2 : La préfète déléguée pour la défense et la sécurité et le chef d'état-major interministériel de zone, sont chargés de l'application, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest.

Fait à Rennes, le

15 AVR. 2020

La préfète,


Michèle KIRRY

Préfecture des Côtes d'Armor

22-2020-04-20-003

arrête préfectoral portant modification du numéro
d'habilitation de la SARL centre funéraire d'armor à
Treguier



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture
Direction des Libertés Publiques
Bureau des élections et de l'administration générale

- A R R E T E -

Portant habilitation dans le domaine funéraire

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2223-19 et suivants et R.2223-56 et suivants ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2020 portant délégation de signature à Monsieur Christophe VAREILLES, Directeur des libertés publiques à la Préfecture de Saint-Brieuc ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2018 portant habilitation dans le domaine funéraire sous le n°**1822039** de la SARL Centre Funéraire d'Armor, dont le siège est situé 9, place de l'Eglise à 22420 PLOUARET, **pour l'établissement secondaire situé 9, rue Saint André à 22220 TREGUIER ;**
- VU la demande formulée le 21 janvier 2020 par Monsieur Alain LICHTMANN, Gérant de la SARL Centre Funéraire d'Armor, dont le siège est situé 9, place de l'Eglise à 22420 PLOUARET, sollicitant le renouvellement de l'habilitation funéraire **de l'établissement secondaire situé 9, rue Saint André à 22220 TREGUIER ;**
- VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 2020 portant renouvellement d'habilitation funéraire de la SARL Centre Funéraire d'Armor, dont le siège est situé 9, place de l'Eglise à 22420 PLOUARET, **pour l'établissement secondaire situé 9, rue Saint André à 22220 TREGUIER ;**
- VU la nécessité de modifier le numéro de l'habilitation funéraire pour l'intégrer dans le Référentiel des Opérateurs Funéraires ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2020 est modifié comme suit :

« La SARL Centre Funéraire d'Armor, représentée par Monsieur Alain LICHTMANN, Gérant, dont le siège est situé 9, place de l'Eglise à 22420 PLOUARET, est habilitée, **pour l'établissement secondaire situé 9, rue Saint André à 22220 TREGUIER, sous le numéro 20-22-166**, à exercer les activités suivantes :

- le transport de corps avant et après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- les soins de conservation,
- la fourniture des housses, des cercueils et leurs accessoires et des urnes cinéraires,

Place du Général de Gaulle – BP 2370 – 22023 saint-brieuc cedex – Tél 02.96.62.44.22 – Courriel : prefecture@cotes-darmor.gouv.fr
www.cotes-darmor.gouv.fr

- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture de personnel, d'objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de marbrerie funéraire. »

ARTICLE 2 : La durée de la présente habilitation est fixée à 6 ans, soit jusqu'au 8 avril 2026.

ARTICLE 3 : toute modification, suppression ou adjonction affectant l'un des renseignements figurant au dossier initial doit faire l'objet, dans un délai de deux mois, d'une déclaration à la préfecture.

ARTICLE 4 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal administratif de Rennes (3, contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX), ou par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux.

ARTICLE 5 : la Secrétaire Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Monsieur le Maire de TREGUIER et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Saint-Brieuc, le 20 avril 2020

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur des Libertés Publiques,



Christophe VAREILLES.